MAIRIE D'IZON

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2025

M. DE LAUNAY : Bonsoir, chers Collègues, on attaque ce nouveau Conseil Municipal. Je désigne Virginie VIDORRETA, Secrétaire de séance, en l'absence de Clément. Merci, Virginie. Absents excusés ayant donné pouvoir : Mme Brigitte NABET-GIRARD a donné pouvoir à M. Philippe GIRARD, joyeux anniversaire à Philippe, Mme Audrey COMBIER a donné pouvoir à Serge FLAHAUT, Natacha BEAUCHENE a donné pouvoir à Caroline GLIZE, M. Gilles PRUVOST a donné pouvoir à Mme Karyn LARGOUET et Arnaud GANNE est absent et n'a pas donné pouvoir.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 20 mars 2025

M. DE LAUNAY : Je sou mets le procès-verbal de la séance du 20 mars à approbation. Y a-t-il des remarques du côté d'Au Cœur d'Izon ? Pas de remarque, très bien, merci. Les registres vont circuler pour signatures.

Le procès-verbal du 16 novembre est adopté.

M. DE LAUNAY : Comme il est d'usage, on va ouvrir cette séance budgétaire par l'approbation du compte financier unique. Comme la loi l'impose, je vais vous laisser débattre et Frédéric MALVILLE est rapporteur, je vous en prie, M. MALVILLE.

1. Approbation du Compte Financier Unique 2024

M. MALVILLE : Comme vous le savez, le Compte Financier Unique 2024 est la substitution du compte à la fois administratif et du compte de gestion. Pour l'année 2024, en mandats émis, nous avons en section de fonctionnement 5 638 251,41 €. Titres émis : 5 657 162,20 €. Résultat de clôture de la section de fonctionnement : 18 910,80 €. Report d'exercice N-1 : 284 065 €. Résultat comptable cumulé : 303 015,81 €. Pour la section d'investissement, les mandats émis sont de 3 243 851,99 €. Les titres émis sont de 2 679 087,84 €. Le résultat de clôture est un résultat négatif de 564 764 €. Le report d'exercice N-1 est de 2 738 967 €. Le résultat comptable cumulé est de 2 174 203 €. Les dépenses restant à réaliser se montent à 1 386 000 €. Les recettes restant à réaliser se montent à 274 037 €.

Si vous avez des questions, ça serait bien de ne pas en avoir, posez-les entre vous. Si vous êtes d'accord, on peut le voter. Personne n'est contre ? Personne ne s'abstient ? C'est voté. Je vous remercie.

M. DE LAUNAY : Très bien, merci de cette approbation à l'unanimité. Merci, M. MALVILLE.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2. Bilan des acquisitions et cessions foncières au 31/12/2024

M. CLAVIER : En 2024, le total des acquisitions réalisées par la commune s'élève à 339 835 €. Coté sessions, le bilan comptable s'élève à + de 300 €, la vente d'une remorque.

M. DE LAUNAY : Y a-t-il des questions au sujet de ces acquisitions ? Peut-être pas sur la cession, mais le suivi de ces acquisitions foncières qui concernent principalement les biens sans maître dont on est devenu propriétaire.

Je passe au vote cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Yannick, tu gardes la parole.

3. Affectation du résultat de l'année 2024

M. CLAVIER : Sur la section de fonctionnement, le résultat de clôture s'élève à 303 015,81 €. Sur la section investissements, le résultat comptable cumulé s'élève à 2 174 203,47 €. Les 303 015 € sont affectés à la section de fonctionnement en résultat reporté et sur la section investissements, le solde de l'année 2024 présent au budget 2025 s'élève à 2 174 203,47 €. Il est donc demandé d'approuver cette décision d'affectation du résultat.

M. DE LAUNAY : Je la passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien, je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Yannick, tu gardes la parole au sujet de la fiscalité locale.

4. Fiscalité locale directe : vote des taux de l'année 2025

M. CLAVIER : Conformément à nos engagements, les taux proposés en 2025 restent identiques à ceux votés en 2024 et seules les bases sont modifiées et connaissent une augmentation de 3,3 %. Le produit prévisionnel correspondant à l'exercice 2025 qui sera à inscrire au budget s'élève à 2 171 228 €.

M. DE LAUNAY : Merci. Je rappelle que pour la cinquième fois consécutive, nous n'augmentons pas les taux d'imposition à Izon, conformément à nos engagements, mais simplement par l'effet de la hausse des bases des valeurs locatives cadastrales, le produit prévisionnel est en hausse de 3,3 %, ce qui représente 65 000 € de recettes fiscales supplémentaires pour l'année 2025.

Je passe ces taux au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien, je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Sujet très attendu par les associations, Gilles, le volet subventions aux associations.

5. Subventions aux associations année 2025

M. BOUEY : Oui, bonsoir. Les subventions aux associations, comme chaque année. Vu la conjoncture et la nécessité de ne pas aggraver l'effet ciseau du budget de fonctionnement, nous avons décidé de baisser de 20 % par rapport à l'année dernière les subventions allouées, sauf pour les associations ayant moins de 500 € de subventions. On a mis un talon à 500 €. Nous mettons en relation nos associations avec des partenaires afin de les aider dans leur subventionnement, peut-être pas toutes, mais les plus grosses, celles qui en ont le plus besoin. Nous gardons une marge de subventions non allouées de l'ordre de 3 850 € sur un budget total prévisionnel de 63 000 €, afin de toujours continuer à répondre aux attentes et aux coups durs qui pourraient intervenir en cours d'année, sachant que l'on aura, nous et surtout les associations, plus de visibilité sur le mois de septembre avec la reprise associative.

De nouvelles associations ont vu le jour en 2024 avec de nouvelles manifestations aussi qui auront lieu. Il est à noter que le dynamisme engagé par et pour les associations reste le même et nous répondons toujours depuis le début du mandat à leurs attentes en mettant à disposition des locaux, toujours entretenus et rénovés, en créant de nouvelles installations et en continuant notre effort en termes de subventions.

Je ne vais pas énumérer toutes les subventions allouées, je vais simplement vous parler des nouvelles associations qui sont subventionnées par rapport à l'année dernière.

Le Boxing Club d'Amine, super association qui donne quelques cours le mercredi et le jeudi actuellement, association que nous allons subventionner pour 850 €.

Le club du 3^e âge, La Sagesse Active, fort d'une centaine de personnes aujourd'hui. C'est bien, un bon dynamisme. On va les subventionner pour 2 000 €.

L'association Saint-Vincent de Paul pour la première fois, nous allons leur allouer 2 000 €. Je tiens à souligner leur investissement quotidien pour les plus démunis et leurs horaires d'ouverture, ils sont assez ouverts et c'est très sympa pour ceux qui en ont besoin.

Une nouvelle soirée « Izon fait du Bruit, Rock N'Motors », que nous aidons toujours pour leur grosse manifestation du samedi 14 juin, de l'ordre de 2 000 €.

Une nouvelle association avec une nouvelle soirée, la soirée « Techno Familles » qui aura lieu le dimanche 13 juillet de 13 h à 1 h du matin, par l'association Bass Fréquence Izon, une subvention d'un montant de 2 000 €.

Un petit clin d'œil et un grand remerciement aux deux associations Aïkido et Les Échos Ludiques qui, cette année, ne demandent rien, fortes d'une bonne trésorerie. C'est rare, donc il faut le souligner. J'invite les associations qui ont une trésorerie assez costaud à en faire de même.

M. DE LAUNAY : Des remarques au sujet des subventions ? M. MALVILLE, je vous en prie.

M. MALVILLE : Est-ce que vous avez recensé, aujourd'hui, le nombre d'adhérents en totalité qu'il y a dans les associations ?

M. BOUEY : Non.

M. MALVILLE : Cela pourrait être intéressant de voir si cela grandit.

M. BOUEY : En totalité, non. Je peux donner de tête sur chaque association, par exemple le foot autour de 400, le rugby autour de 110 gamins.

M. MALVILLE : Ça serait bien de l'avoir, à titre d'information parce qu'il y a un beau budget, et c'est très bien, je suis ravi que l'on ait un budget de 63 000 € dédié aux associations. J'ai en tête qu'il y a six ou sept ans, il y avait 1 200 adhérents quand on faisait la totalité.

Je voulais juste savoir si cela avait augmenté, ce qui devrait normalement être le cas puisque la population a augmenté, puisqu'il y a plus de services en termes d'associations.

Après, j'ai juste une remarque. Bass Fréquence Izon qui arrive pour la première fois a 2 000 € alors que l'association Saint-Vincent de Paul, ils sont là tous les matins, ils font un travail formidable, je les félicite de leur boulot et ils ont la même chose. Cela me dérange. Il y a un engagement qui est de pratiquement 365 jours par an et on donne la même somme à quelqu'un qui est là, même si c'est du boulot, il est sur les réseaux sociaux pour trouver une salle, pour trouver un terrain, il a bossé. Mais l'aspect d'aide, c'est ce qui me dérange un peu. Après, je suis ravi que l'on ait retrouvé une association de 3^e âge, « Sagesse Active », avec 100 adhérents, c'est génial.

M. BOUEY : J'essaie de m'expliquer par rapport aux deux subventions identiques de 2 000 € pour l'association Saint-Vincent de Paul et pour l'association Bass Fréquence Izon. Il ne faut surtout pas mettre les deux en concurrence, cela n'a rien à voir, ce n'est pas du tout les mêmes objectifs. Nous avons un objectif avec l'association de M. DEVIER qui n'est pas du tout, du tout, le même. Par contre, nous avons besoin d'avoir de nouvelles associations, nous avons besoin d'avoir de nouvelles soirées. Par exemple, quand Franck DELORME est arrivé et nous a proposés, lors de la création de son association de faire la journée Izon Rock N'Motors, on l'a subventionné de suite par rapport à ça. Le montant, si on ne parle que du montant, Rock N'Motors on va les subventionner pour 2 000 €, l'association Saint-Vincent de Paul de M. DEVIER on va la subventionner de 2 000 €, par contre on les a mis en relation avec une entreprise izonnaise qui arrive et qui va leur permettre assurément d'avoir 2 500 € de plus. Donc, moi, dans ma petite tête, je compte ça en plus parce que c'est nous qui leur présentons. Si l'on veut être plus dans les chiffres, ça ferait 4 500 € pour eux et 2 000 € pour l'association Bass Fréquence.

M. DE LAUNAY : Vous abordez des points très intéressants, M. MALVILLE. On part sur un budget de subventions aux associations qui représente à peu près 10 € par habitant, à peu de chose près, ce qui reste dans la moyenne. J'en discutais avec la Maire de Saint-Denis-de-Pile hier ou avant-hier, ils sont un peu au-dessus, c'est une ville comparable à la nôtre et on est à peu près dans les mêmes eaux. Je le répète tous les ans, mais c'est important que l'on ait cette mémoire, quand on a démarré ce mandat, et je l'avais suffisamment reproché à ma prédécesseur, le montant total des subventions était, de mémoire, de 26 000 €. Donc, on est de passé de 26 000 € à 63 000 € cette année. C'était 67 000 l'année dernière, on demande un petit effort cette année parce que le contexte est compliqué. D'ailleurs, tous les responsables associatifs avec qui j'en ai parlé comprennent parfaitement au regard du contexte qui frappe toutes les collectivités, qu'on leur demande de réaliser ce petit effort. Gilles l'a dit, l'effort est demandé à 15 associations sur 42 ou 43 associations, cela veut dire qu'il y a quand même une grande majorité d'associations pour qui les subventions sont intactes.

Il y aurait certainement un travail à faire sur le nombre d'adhérents par association. Vous faisiez état du chiffre de 1 100 adhérents il y a quelques années, à l'évidence, il est en nette augmentation compte tenu de la dynamique associative qui existe à Izon. La dynamique associative ne date pas de ce mandat, elle existait déjà avant que l'on arrive. En revanche, j'ose affirmer que cette dynamique se renforce année après année depuis 2022. On va mettre de côté 2020 et 2021 parce que c'était des années de galère, de crise sanitaire, on ne pouvait rien faire, mais il est évident que depuis 2022 il y a une dynamique associative à Izon. Je crois que tout le monde s'en rend compte, à commencer, soi dit en passant, par mes collègues voisins, maires, qui disent qu'à l'évidence, il y a une dynamique associative à Izon qui n'existe pas forcément chez eux. J'ose affirmer, sans fausse modestie, que la politique conduite par cette majorité depuis 2020 n'est pas étrangère à cette dynamique associative.

Le montant des subventions parle de lui-même, c'est un geste de confiance, un geste d'encouragement. Les investissements réalisés sur les équipements associatifs parlent d'eux-mêmes, on en reparlera tout à l'heure. Mais depuis 2022, on n'a de cesse d'investir dans la vie associative, conformément à nos engagements.

Gilles l'a dit, on a conservé un matelas d'un peu moins de 4 000 € pour, en cas de coup dur, accompagner les associations qui rencontreraient ce coup dur en cours d'année.

C'est un message très positif que l'on passe. On maintient nos efforts budgétaires. Entre 2019 et aujourd'hui on doit être, à la louche, entre 140 et 150 % d'augmentation de l'enveloppe budgétaire allouée aux associations. On trouve des partenaires privés, des sponsors, aux associations dont on estime qu'elles en ont le plus besoin. Les grosses associations qui sont demandeuses de budget un peu plus important, certes on baisse leur subvention de 20 %, mais on leur amène un sponsor qui fait qu'à l'arrivée ils gagnent davantage que ce qu'ils perdent, c'est certain. Gilles parlait de Saint-Vincent de Paul, c'est 3 000 € par an, le partenaire que l'on a amené s'est engagé sur trois ans, ça fait 9 000 € sur trois ans garantis et très probablement qu'il va partir sur cinq ans. Et on réalise des investissements pour Saint-Vincent de Paul, on en reparlera, mais le projet est effectivement d'accompagner Saint-Vincent de Paul par une politique d'investissement ambitieuse, à la hauteur de ce qu'ils apportent à la collectivité. Tu as raison de souligner le rôle essentiel de Saint-Vincent de Paul en matière d'action caritative, d'aide alimentaire. En substance, on n'a pas à rougir, ce n'est pas le sens de votre propos, des enveloppes allouées aux associations cette année. Bien au contraire, je suis très, très fier de ce que l'on entreprend au sein de ce Conseil, de manière très consensuelle depuis le début du mandat.

Je salue la dynamique associative, je salue les associations et je redis que si les associations n'existaient pas à Izon, ce ne serait pas la même vie, donc on doit beaucoup aux associations. J'espère bien que ces initiatives associatives continueront de se multiplier.

Clin d'œil enfin, Gilles tu as raison d'insister, sur Izon « La Sagesse Active ». La Ville et le CCAS ne sont pas étrangers à la renaissance de cette association d'aînés. Gilles l'a dit, cela décolle très fort, il y a plus d'une centaine d'adhérents. On leur souhaite bon vent. On leur file 2 000 €, ils n'ont pas un an d'existence, on peut nous le reprocher en disant que notre règlement d'intervention conditionne les subventions à un an d'existence, ce n'est pas le cas, mais il y a consensus ici pour dire qu'il n'y a pas l'ombre d'un problème.

Quant à Bass Fréquence Izon, je comprends votre remarque, mais je ne l'approuve pas du tout. Je comprends la remarque parce que c'est une remarque que l'on peut se faire quand on a un regard critique, mais je ne le partage pas du tout dans la mesure que l'évènement que prépare Bass Fréquence Izon peut apporter beaucoup à Izon. C'est un évènement qui devrait attirer les familles, certes, mais la jeunesse en particulier, sur une date où il est d'usage qu'il y ait une espèce de bal à Izon. On va faire une espèce de bal électro le 13 juillet, là où ailleurs ils font des bals musettes, on innove un petit peu. J'espère que cela va être très sympa. Je sais que le budget prévisionnel de cette manifestation, élaboré par Bass Fréquence Izon, est autrement plus considérable que les seuls 2 000 € qu'ils nous demandent. Comme vous l'avez souligné, il entreprend beaucoup d'actions pour pouvoir conduire cet évènement. Je préfère saluer cette initiative associative, le remercier, lui témoigner notre gratitude. C'est une manière de leur témoigner de la gratitude que de leur attribuer ces 2 000 € de subventions.

Y a-t-il d'autres remarques au sujet de ces subventions ? C'est OK pour tout le monde, très bien.

Je passe au vote. Ces subventions aux associations 2025, qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien, je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

6. Instauration de tarifs différenciés pour l'organisation d'un concert de musique

M. DE LAUNAY : Autre sujet à l'ordre du jour, l'instauration de tarifs différenciés pour l'organisation d'un concert de musique qui aura lieu dans le cadre des soirées festives d'Izon, le 17 mai sur la place de la Mairie. Je remercie Thierry DIRHEIMER pour son investissement sur le sujet. Comme tous les ans, à partir de mi-avril jusqu'à fin septembre, vous le savez, on met en place une programmation festive, culturelle à Izon, les marchés gourmands. Dans le cadre de cette programmation festive et culturelle, on a eu la volonté d'innover quelque peu en s'inspirant ce que l'on avait fait l'année dernière en hommage à Charles Aznavour. On a souhaité cette année rendre hommage à Jean-Jacques Goldmann. La différence entre Goldmann et Aznavour n'aurait échappé à personne, Aznavour est décédé et Jean-Jacques toujours pas. D'ailleurs, Jean-Jacques, je t'aime. Plus sérieusement, on souhaite organiser une soirée hommage à Jean-Jacques Goldmann qui est un chanteur populaire, comme chacun le sait. Pour marquer le coup, on fait venir un groupe hommage, on appelle ça un *tribut* dans un anglicisme pas très heureux, qui s'appelle « En passant ». Le groupe est composé de trois anciens musiciens de Jean-Jacques Goldmann, trois fidèles de Goldmann, son batteur, son saxophoniste, qui organisent une tournée qui fait un carton depuis maintenant quelques années. On a estimé que cela pouvait être très sympa de les faire venir à Izon. Ils étaient libres le samedi 17 mai, donc on les fait venir à Izon. Je précise que l'on a eu du « pif », si je puis dire, puisqu'ils ont eu une couverture médiatique exceptionnelle ces dernières semaines. Ils ont notamment été invités par Léa SALAMÉ dans l'émission *Quelle époque !* et depuis ce passage télé, leur cachet a été multiplié par x, donc on a été inspiré de signer avec eux il y a maintenant plusieurs semaines pour ne pas dire plusieurs mois.

On attend au moins 2 000 personnes, peut-être davantage, faire venir un groupe de cette envergure, évidemment cela a un coût et c'est nouveau pour nous. Certes, l'année dernière on avait payé des artistes pour Aznavour, mais cette année c'est encore autre chose, on crante davantage. Je ne vais pas ici livrer le cachet des artistes, ça serait indiscret et ça ne serait pas correct pour mes autres collègues qui ont signé après leur passage chez Léa SALAMÉ. Grosso modo, c'est une soirée qui va nous coûter la bagatelle de 18 000 €, si j'inclus tout, le cachet, la sécurité, la totale. Pour une commune comme Izon, a fortiori dans le contexte tel qu'il est, ce n'est pas évident de porter de budget sans recette supplémentaire.

Donc, la décision a été prise de manière assez consensuelle de mettre en place une tarification des places de concert. Je vous propose un tarif différencié. On aurait aimé peut-être une autre option, mais je vous propose de mettre en place un tarif à 12 € par personne. Je précise qu'« En passant », quand ils se produisent ailleurs c'est entre 35 et 39 € la place. On fait 12 € la place, c'est plutôt un tarif canon pour une prestation de ce type, avec la gratuité pour les moins de 16 ans. C'est important d'ouvrir ce concert, autant que possible, aux moins de 16 ans. On avait envisagé au départ de faire un tarif différencié selon l'origine géographique du spectateur, en différenciant un tarif pour les Izonnais et un tarif pour les personnes extérieures à Izon. Toutes les billetteries avec lesquelles on a discuté nous ont dit que techniquement ce n'était pas possible de mettre en place ce tarif différencié. Effectivement quand vous allez sur Fnac.com, par exemple, acheter des billets, il n'y a pas de tarif local et extérieur, cela n'existe pas. Il y a différentes catégories sociales qui peuvent justifier un tarif différencié, mais cette différenciation n'est pas pratiquée par les plateformes.

Vous avez reçu un mail de Karyn, il y a quelques jours, on a pris la décision de proposer au Conseil Municipal de mettre en place ce tarif avec gratuité pour les moins de 16 ans et ensuite un tarif unique où que l'on habite, à 12 €. Je précise que de nombreuses invitations seront adressées en particulier aux associations. On ne sait pas encore combien d'invitations seront adressées, mais en signe de gratitude, pour tout ce que font les bénévoles toute l'année à Izon, on leur offrira quelques places gratuites. Au total, on espère au moins 2 000 personnes, peut-être davantage.

Je précise qu'il y aura le concert à 21 h, le samedi 17 mai, mais qu'avant le concert, dès 18 h on aura un marché gourmand, format plus ou moins traditionnel, toujours autour de la figure de Jean-Jacques Goldmann et la chorale d'Izon fera un petit concert consacré à Goldmann.

On espère également la présence d'Éric JEAN-JEAN. Il était venu l'année dernière pour faire une conférence sur Charles Aznavour. Pour l'instant, c'est plutôt bien engagé, il est d'accord sur le principe pour venir faire une conférence sur Goldmann, pour venir vendre son livre aussi puisqu'il a écrit un livre sur Goldmann et c'est un proche de Jean-Jacques Goldmann. On espère une conférence d'Éric JEAN-JEAN à la salle des fêtes le samedi 17 mai dans l'après-midi, sous réserve que son employeur, RTL2, ne le bloque pas sur une urgence de dernière minute pour aller interviewer Madonna ou Lenny Kravitz. A priori, Éric est plutôt favorable à venir et s'il pouvait être là ça serait absolument parfait.

Donc, grosse journée Goldmann et l'objet de la délibération est d'instaurer ces tarifs différenciés pour l'organisation de ce concert. 12 € pour tout le monde et gratuité pour les moins de 16 ans.

Y a-t-il des observations ? Des interrogations ? Qu'il s'agisse de la manifestation dans sa globalité ou des tarifs que l'on propose ce soir.

Une élue* (00.29.11) : Une petite question pratique d'organisation, parce qu'une telle manifestation peut attirer beaucoup de monde. Vous avez prévu de limiter le nombre de billets ?

M. DE LAUNAY : On limite le nombre de billets mis en vente à 2 000. On va peut-être monter à 3 000, tout va dépendre du nombre d'invitations que l'on édite par ailleurs. La jauge maximale que l'on s'autorise, c'est 3 000 personnes. On fait tout pour anticiper, autant que possible, cette affluence. On a évidemment depuis plusieurs semaines mis en place un dispositif de sécurité. Il y aura des tas de policiers municipaux, une dizaine d'agents de sécurité, trois entrées pour filtrer, un contrôle visuel des sacs. Il y aura très probablement, j'en discutais avec le préfet cet après-midi, le soutien, le renfort des forces de gendarmerie, le soutien précieux de l'US Izon Rugby puisque l'on travaille avec le club de rugby qui devrait nous aider avec une vingtaine, voire une trentaine de bénévoles pour tenir la buvette, assurer la sécurité. Donc, on n'est pas trop inquiet de ce point de vue. Je suis plutôt serein. Ma seule inquiétude, pour être tout à fait sincère, c'est évidemment la météo, puisque le 17 mai, il y a une prise de risque. Mise à part cette inquiétude, pour le reste, je ne suis pas inquiet.

Une élue* (00.30.38) : Comment allez-vous décompter les billets gratuits pour les enfants ?

M. DE LAUNAY : C'est une très bonne question. Je pense que si l'on part sur 1 500 places mises en vente qui permettraient d'amortir le coût. Vous faites 1 500 fois 12 et vous n'êtes pas loin du coût, en prévisionnel, de la manifestation. Sur les billets restants, il faudrait que l'on trouve le bon curseur entre les invitations que l'on va adresser et le public moins de 16 ans. Cela va être un travail à gros traits, à grosses mailles, en quelque sorte. Je ne pense pas que l'on soit submergé par les moins de 16 ans. Certes, Goldmann est populaire et intergénérationnel, mais je crois qu'il touche davantage les quarantenaires comme moi, voire les cinquantenaires plutôt que les moins de 16 ans, même si les moins de 16 ans qui ont bon goût, comme ma fille, adorent Jean-Jacques Goldmann. Je crois que je lui ai filé le virus.

M. MALVILLE : Les billets seront disponibles quand ? On est filmé, on devrait faire 3 à 4 000 vues, donc ça va s'arracher les billets.

M. DE LAUNAY : Ouverture de la vente des billets, mercredi 16 avril, la semaine prochaine. Ouverture des billetteries traditionnelles, tous les points de vente traditionnels. Je le dis tout de suite, pas à l'accueil de la mairie parce qu'il aurait fallu que l'on mette en place une régie, etc., cela aurait été très compliqué. Sites de vente traditionnels ou sites de vente physique, Carrefour, la Fnac, etc., habituels. En principe, à partir de mercredi, ouverture des ventes. On va commencer à communiquer dès ce week-end si tout se passe bien. Je passe cette délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien, je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

7. Demande de subvention dans le cadre du Fonds Vert – Aménagement cyclable avenue Maréchal Leclerc

M. DE LAUNAY : Demande de subvention dans le cadre du Fonds Verts pour l'aménagement d'une piste cyclable et d'un trottoir, avenue du Maréchal Leclerc sur la RD242. Ce projet d'aménagement a pour finalité première de sécuriser les piétons et les cyclistes sur la RD242, avenue du Maréchal Leclerc. Il y a à peu près un kilomètre à sécuriser. C'est l'entrée ouest d'Izon, de très loin la plus fréquentée. Une entrée ouest qui plus est à un axe de plus en plus emprunté et qui le sera encore davantage demain par tous ceux, de plus en plus nombreux, qui vont aller chercher le train à la gare de Saint-Sulpice. C'est le sens de l'histoire, il y en aura de plus en plus. C'est ce que j'expliquais au dernier Conseil Municipal, on envisage de doubler le nombre de montées-descentes sur le quai de Saint-Sulpice et Cameyrac, Izon, sur cette gare, d'ici 2030, c'est-à-dire demain.

On a vraiment la volonté de sécuriser cet axe, par ailleurs, une demande très légitime des riverains. Le coût hors taxe de ce projet s'élève à 600 000 €, je parle pour le seul co-projet dont la maîtrise d'ouvrage est portée par la commune. À ces 600 000 € HT, si l'on était précis, il faudrait par ailleurs rajouter que le Département va devoir refaire la surface de roulement sur un kilomètre, ce qui représente grosso modo 150 000 € de travaux supplémentaires à réaliser par le Département puisque l'on est sur une compétence départementale. Au total, cela fait un projet à 750 000 € HT. 600 000 € portés par Izon.

Pour pouvoir réaliser ce projet, qui est important, qui est structurant pour Izon, on a absolument besoin, a fortiori dans le contexte actuel, de subventions. Donc, on sollicite à travers cette demande, dans le cadre du Fonds Verts, une subvention de la part de l'État pour soutenir cet aménagement cyclable à hauteur de 151 731 €. C'est l'objet de cette délibération. Je vais aller un peu plus loin. Au-delà de cette délibération, notre volonté, s'agissant de ce projet, est d'obtenir un maximum de subventions, une fois encore compte tenu du contexte. On espère pour ce projet, 160 000 du Département, en plus de ce qu'il va mettre dans la réfection de la surface de roulement, c'est-à-dire qu'on espère 300, 310 000 € de la poche du Département pour réaliser ce projet. Pour l'instant, le Département dit OK pour la subvention à 160 000 €, il dit OK pour refaire la surface de roulement avec une inconnue quand même : en fin d'année il n'est pas acquis, compte tenu de la situation du Département, qu'il dispose encore d'une enveloppe sur le centre routier départemental du Libournais pour refaire cette surface de roulement. Je rappelle, si besoin était, combien la situation financière du Département est compliquée.

On espère également pour réaliser ce projet 151 000 € de la part de l'État dans le cadre du Fonds Vert. On espère également une subvention de la Région Nouvelle Aquitaine au titre du Fonds Mobilité Active qui est un fonds FEDER, européen. On va solliciter très prochainement de nouveau la Région Nouvelle-Aquitaine pour espérer une subvention de 130 000 €.

Grosso modo, si tout se passe bien, sur les 600 000 € HT de ce projet, on espère un autofinancement de 165 000 €. On espère que la commune va mettre de sa poche moins de 30 % du coût hors taxe de ce projet et on espère corrélativement, 70 % de subventions.

Pour l'instant, rien n'est acquis, absolument rien n'est acquis. On a le feu vert du côté du Département, mais on connaît la situation du Département, on en reparlera tout à l'heure. On en a déjà parlé à plusieurs reprises. J'ai notamment été questionné par Mme FONTAINE. Les nouvelles sont plutôt mauvaises, la tendance est plutôt très négative. On a absolument besoin, par ailleurs, en plus de cette aide du Département, de ces fonds de la Région Nouvelle-Aquitaine et de ces fonds d'État au titre du Fonds Vert.

Compte tenu de toutes les inconnues qui pèsent sur ces subventions, et compte tenu de la fragilité du contexte, la décision est prise de ne réaliser ce projet que si ces subventions sont effectivement au rendez-vous ou au moins certaines de ces subventions. La question est à quelle hauteur ? Ça, on verra plus tard. En l'état, ce projet n'est pas réaliste d'un point de vue budgétaire. Nous n'avons pas à notre portée, en trésorerie aujourd'hui suffisamment de fonds pour garantir que ce projet se réalisera dans le cadre du budget 2025. Par conséquent, je vous proposerai tout à l'heure, dans le cadre du budget primitif, ce n'est pas l'objet de la délibération, mais j'anticipe le débat, de ne pas inscrire ce projet de sécurisation de l'avenue du Maréchal Leclerc dans le budget primitif 2025. Cela bloquerait 600 000 € d'investissement et aujourd'hui on ne peut pas se permettre d'inscrire un projet dont on sait parfaitement que si les subventions ne sont pas là, on ne pourra pas le réaliser. Cela poserait un problème d'équilibre budgétaire. Si les réponses positives arrivent, alors, et seulement si, nous nous engagerons sur ce projet.

Pour l'instant, on se contente de demander des subventions et en l'occurrence, ce soir, de demander une subvention à l'État dans le cadre du Fonds Vert.

Y a-t-il des questions sur ce sujet très important, sur ce projet très important pour Izon ?

M. MALVILLE : Pour moi, c'est un projet qui est important et essentiel. Essentiel dans la structure de la commune, important parce que je vais tous les matins à la gare et il y a énormément de gens qui vont à pied, à trottinette au milieu de la route, ou à vélo, parfois très mal éclairés en plus, mais cela on n'y est pour rien. Quand quelqu'un décide d'aller, habillé tout en noir, à 6 h 30 à la gare le matin, on a beau lui donner un gilet, il ne le mettra pas. Je comprends sur l'élément budgétaire et je suis d'accord avec vous, on ne peut pas se permettre de bloquer 600 000 €. Toutefois je trouve dommage que certains partenaires, moi qui parcours le département de long en large et la région aussi, refont les routes à certains endroits, je ne le comprends pas. Je ne suis pas un spécialiste de la route, mais je sais quand il y a un nid de poule. Ce tapis-là, cela fait des années qu'il doit être refait et je trouve dommage que l'on ne puisse pas en être sûr. Comme vous le dites, on connaît le budget, mais je trouve ça dommage.

M. DE LAUNAY : Oui, mais vraiment, c'est important d'être précis. Pour l'instant, la seule collectivité qui est au rendez-vous sur ce projet, à parti Izon, c'est le Département de la Gironde, j'insiste, pour l'instant il est au rendez-vous. Je parlais du tapis de roulement, vous parliez à l'instant du tapis de roulement, ils sont censés le faire. La question qui se pose est de savoir si en fin d'année ils auront encore l'enveloppe pour le réaliser, mais ils ont prévu de le réaliser. On peut douter pour tout un tas de raisons qu'en fin d'année ils aient encore l'enveloppe.

Ensuite, on a également sollicité le Département en plus du tapis de roulement, on leur a demandé une subvention pour réaliser la piste cyclable elle-même. Là, le Département pour l'instant a donné le feu vert, il est au rendez-vous. La grosse inconnue, c'est d'une part le Fonds Verts, objet de cette délibération à hauteur de 151 000 € et d'autre part la Région Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 130 000 €.

Je peux rajouter à ces inconnues des interrogations sur la capacité du Département à honorer son engagement en fin d'année, mais pour l'instant j'insiste pour dire que le Département de la Gironde s'est engagé à nos côtés. La question c'est, est-ce qu'il pourra honorer cet engagement vu le contexte financier qui est le sien ? Mais, il s'est déjà engagé à nos côtés, ce qui n'est pas le cas de l'État au titre du Fonds Vert que l'on sollicite ce soir. J'ai bon espoir que cela passe. Ce n'est pas le cas non plus de la Région Nouvelle-Aquitaine au titre des fonds FEDER pour des raisons plus techniques. Je passe les détails, mais parfois on a envie de s'arracher les cheveux tant on a l'impression que tout est OK, on coche toutes les cases, mais il manque toujours un petit truc par-ci, par-là, c'est vraiment de la bureaucratie dans toute sa splendeur. Les fonds européens, on le sait, sont très tatillons, en tout cas les instructeurs aux demandes de fonds européens sont très tatillons.

Je préfère être honnête et dire que j'aurais aimé que tout le monde soit au rendez-vous et que l'on ait la garantie aujourd'hui que tout le monde est au rendez-vous, mais sur de tels montants, quand on peut espérer 70 % de subventions et qu'on en a, pour l'instant, à peine le tiers, cela serait très hasardeux, très cavalier d'inscrire ce projet au budget. Maintenant, on espère de bonnes nouvelles en fin d'année et on avisera le cas échéant en fin d'année.

M. VEYSSIERE, je vous en prie.

M. VEYSSIERE : Vous avez en partie répondu à mon interrogation. Si je résume, si un des trois, la Région, le Fonds Vert ou le Département, ne subventionne pas, on ne le fera pas, c'est ça ?

M. DE LAUNAY : Vous avez peut-être raison, je ne peux pas l'affirmer ce soir. C'est un jeu de chaises musicales en quelque sorte. On a aussi des demandes de subventions sur d'autres projets. Imaginons que sur tous nos autres projets on ait les subventions espérées, peut-être que cela pourrait nous donner un peu d'air pour abonder en autofinancement davantage que 28 %, on pourrait peut-être aller à 35 % demain. C'est pour ça que je suis prudent. Effectivement, c'est en substance ce que je pense. Je ne peux pas l'affirmer, mais c'est en substance ce que je pense.

M. VEYSSIERE : Je m'excuse, je n'avais pas compris ça le jour de la Commission. Je pensais qu'étaient en suspens les subventions demandées, mais qu'au niveau du Département on était quasi sûr. J'avais certainement mal compris. J'apprécie votre honnêteté parce qu'on en a parlé en Commission, on a dit « on demande la subvention » et on n'est pas sûr de le faire.

M. DE LAUNAY : Tout à fait. D'une manière plus générale, je ne le dis vraiment pas de manière partisane, depuis le début de ce mandat, le Département est au rendez-vous. Je peux vous dire que les collègues maires du canton du Libournais-Fronsadais me disent parfois « Laurent, tu pousses mémé dans les orties ». En plus, j'y arrive sans frais parce qu'à l'arrivée, tu as ce que tu demandes au Département. Franchement, on n'a pas à se plaindre du Département, d'une manière générale. On peut se plaindre de la situation financière du Département qui, encore une fois, n'est pas imputable au Département, mais à une politique fiscale nationale qui est dramatique pour les Départements, imputable à des transferts de charges obligatoires auprès du Département sans les moyens d'assurer ces charges obligatoires, principalement en matière d'action sociale, d'aide aux plus défavorisés, d'aide à l'enfance, aux personnes handicapées, je sais-je. Le problème c'est la conjoncture immobilière puisque les recettes fiscales du Département sont pour l'essentiel assujetties à des droits de mutation. Donc, quand on a un marché de l'immobilier qui s'écroule, inévitablement, les recettes du Département fondent comme neige au soleil. Ce n'est pas comme je l'entends parfois une mauvaise gestion. C'est une conjoncture qui est terrible pour le Département et une politique législative qui font qu'il n'a aujourd'hui plus aucun levier fiscal, plus d'autonomie fiscale.

On a Jacobinisé au possible la politique fiscale de ce pays, on en subit nous-mêmes les conséquences. Je ne vais pas refaire le débat que l'on a déjà abordé ensemble, sur la suppression de la taxe d'habitation, sur les marges de manœuvre que l'on fait, sur le fait qu'aujourd'hui on fait reposer l'effort fiscal exclusivement sur les propriétaires et que l'on peut être aujourd'hui locataire, « consommer » des services publics dans une logique de consommateur sans contribuer au fonctionnement de ces services, c'est dramatique pour la cohésion de ce pays. Et ça, c'est une politique nationale, c'est au législateur qu'il faut s'adresser et certainement pas aux Départements et encore moins au maire que je suis et aux élus locaux que nous sommes. C'était une parenthèse sur la politique fiscale conduite dans ce pays.

M. VEYSSIÈRE : Je voudrais rajouter qu'il y a la moitié des Départements français qui sont en déficit, ce n'est pas lié à ****(00.46.56)**. Par contre, si je vous écoute depuis le début, cela voudrait dire que c'est Izon qui est la conséquence du déficit du Département ?

M. DE LAUNAY : Non, absolument pas. Izon a été accompagnée par le Département de manière très, très volontariste depuis le début de ce mandat. Certains engagements, je le précise, avaient été pris auprès d'Izon avant le début de ce mandat, auprès de l'équipe précédente. Je songe en particulier à la médiathèque. Izon, de mon point de vue, est accompagnée par le Département aujourd'hui, comme Izon aurait toujours dû être accompagnée par le Département, ce qui n'a pas toujours été le cas, mais ce qui est le cas désormais. Je crois que l'on peut s'en féliciter de manière très consensuelle.

Je passe donc cette demande de subvention dans le cadre du Fonds Vert au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien. Je vous remercie de cette unanimité.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Autre sujet à l'ordre du jour, un appel à projets Fonds Nature 2025 pour la restauration d'un espace naturel à Portès, je laisse la parole à Caroline GLIZE.

8. Appel à projets Fonds Nature 2025 (Fondation du Patrimoine et Région Nouvelle-Aquitaine) – Travaux de restauration des espaces naturels du site de Portès

Mme GLIZE : Encore une demande de subvention Fonds Nature 2025 par l'intermédiaire de la Fondation du Patrimoine et de la Région Nouvelle-Aquitaine. Il s'agit là de déposer une demande de subvention dans le cadre de l'appel à projets Nature et Biodiversité. Rappelons que cela porte sur le projet d'aménagement à Portès, qui est en site Natura 2000 et qui fait l'objet d'une proposition d'aménagement en biodiversité et renaturation sur l'espace qui jouxte le boulodrome. Il est prévu notamment d'y réintroduire une biodiversité préservée sur site, mais dépourvue à certains endroits de réels impacts.

Cette demande de subvention s'articule autour de plusieurs subventions puisqu'une partie a déjà été accordée au titre du Fonds Vert à hauteur de 25 % pour un montant de 28 798 €, une subvention déjà acquise dans le cadre de l'appel à projets Ilot de fraîcheur auquel nous avons candidaté et avons été lauréats.

Là, ce soir, il s'agit de déposer un nouvel appel à projets dans le cadre de l'appel à projets Nature et Biodiversité de la Fondation du Patrimoine avec laquelle nous avons déjà échangé à plusieurs reprises et nous espérons que notre candidature sera retenue pour un subventionnement à 55 % du montant total, soit une demande de subvention de 63 355 €. Cela impliquerait un sous-total de financement public de 80 % et un reste à charge en autofinancement de 23 039 €.

Il est donc demandé d'autoriser M. le Maire à effectuer cette demande de subvention.

M. DE LAUNAY : Y a-t-il des questions sur ce projet et cette demande de subvention ?

M. MALVILLE : On l'a vu ensemble, en Commission, la dernière fois. Je n'ai pas de question.

M. DE LAUNAY : On est sur un projet d'aménagement paysager, je ne crois pas que tu as indiqué le montant total, pour l'instant on serait sur une enveloppe de 115 192 €, mais j'ai eu l'architecte paysagiste ce matin au téléphone et je lui demandais d'affiner un peu parce que c'est peut-être un devis qui va évoluer. Pour l'instant, on part là-dessus, il faut que l'on formule très, très vite, notre demande de subvention au titre du Fonds Nature. Sur 115 000 € de travaux, un très beau projet d'aménagement paysager autour du boulodrome, on serait en autofinancement à hauteur de 20 %. 20 % du projet, idéalement si l'on obtient tout, seraient à la charge de la commune et 80 % nous viendraient de subventions. On nous interroge souvent sur l'utilité du plan paysage. On est plusieurs à penser que miser sur la qualité du paysage, c'est opportun parce que cela peut nourrir la fierté d'habiter un endroit, parce que c'est toujours très agréable d'avoir un aménagement paysager de qualité. Évidemment, cela ne se voit pas tout de suite parce que ça prend quelques années, il faut que ça pousse. Autour du futur boulodrome de Portès, le projet d'aménagement vise à ouvrir ce site au-delà des seuls amateurs de pétanque, aux familles pour se promener, pour venir jouer, pour venir contempler la nature. Dans le même temps, on ferait des îlots de fraîcheur et compte tenu du réchauffement climatique, on va prendre a priori 3° en 20 ans, c'est beaucoup, je ne sais pas si vous mesurez un été dans 20 ans ce que cela donnera, mais il est important de miser sur des îlots de fraîcheur. Pour faire des îlots de fraîcheur, on a besoin de deux éléments, de l'eau et il n'y a pas d'eau à Izon, et des arbres, d'où le fait que l'on essaie de mener une politique de l'arbre plutôt ambitieuse. Ce n'est pas un truc de fêlé, loin de là, c'est très rationnel et en plus on pourrait peut-être bénéficier de 80 % de subventions, donc on serait idiot de ne pas y aller.

Je profite de cette demande de subvention pour remercier Caroline GLIZE, on ne se rend pas toujours compte, je m'en rends compte parce que je suis aux premières loges, mais Caroline abat un travail de titan, d'une part sur sa délégation qui est le développement durable et les mobilités et par ailleurs sur la quête aux subventions. C'est devenu un sniper des subventions en matière, notamment, d'aménagement paysager. Merci beaucoup, Caroline, du travail abattu.

Je passe cet appel à projets, cette demande de subvention au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien. Je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Caroline, tu gardes la parole pour une convention entre la Ville d'Izon et l'association syndicale du lotissement du Moine Blanc.

9. Convention entre la commune et l'association syndicale du lotissement du Moine Blanc valant offre de concours (aménagement d'un îlot de fraîcheur)

Mme GLIZE : Dans le cadre d'un aménagement paysager sur le domaine public dans le lotissement du Moine Blanc, il est proposé d'autoriser M. le Maire à signer cette convention d'offre de concours avec le lotissement du Moine Blanc pour permettre cet aménagement paysager, en précisant que l'objet de la convention permet notamment à l'association syndicale du Moine Blanc de concourir à hauteur de 12 000 € dans l'aménagement paysager qui sera prévu sur cet espace public, donc ouvert au public. Nous vous demandons de bien vouloir permettre d'approuver la convention entre l'association syndicale et la commune.

M. DE LAUNAY : Les choses se sont passées de manière très, très fluide. Il y a eu une rétrocession, on est devenu propriétaire de cet espace vert. Les riverains, les propriétaires, dans le cadre de leur ASL, association syndicale de lotissement, m'ont invité à une réunion très gentiment. Ils m'ont dit « la commune est devenue propriétaire de cet espace vert, que comptez-vous y faire ? » Je leur ai exposé l'enjeu des îlots de fraîcheur, l'intérêt d'un aménagement paysager pouvant constituer en même temps un îlot de fraîcheur. Cela leur a convenu. On a parlé d'argent, forcément, cela a un coût. De manière spontanée, ils m'ont dit que sur le compte de l'ASL, ils ont encore des fonds et qu'ils se proposent de concourir à la réalisation de cet aménagement paysager, ils se sont mis d'accord sur 50/50. Je trouve cela absolument remarquable. Je les remercie d'une part et puis je trouve cela très, très fluide. Cela ne fera peut-être pas plaisir à Karyn et à Ravi, mais si des riverains habitant des lotissements ont à la fois cette volonté d'aménager des îlots de fraîcheur dans leur lotissement et, accessoirement, quelques fonds disponibles dans les caisses de l'ASL, vous êtes les bienvenus, on peut très bien coconstruire ensemble cet aménagement paysager au Moine Blanc. On va se mettre autour d'une table avec un paysagiste, on va demander ce qu'ils veulent, un banc, un terrain de pétanque, une balançoire, des arbres fruitiers, etc. Si des propriétaires, dans des lotissements, ont cette volonté, qu'ils n'hésitent pas, ils seront les bienvenus pour que l'on en discute ensemble.

Y a-t-il des questions sur ce projet ? C'est OK pour tout le monde.

Je passe au vote de cette convention. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Caroline, tu gardes la parole puisque Brigitte est absente.

10. Adhésion au contrat groupe de l'assurance statutaire proposée par le Centre de Gestion de la Gironde

Mme GLIZE : Il s'agit là de permettre l'adhésion au contrat groupe de l'assurance statutaire qui nous est proposé par le Centre de Gestion de la Gironde. La collectivité a l'opportunité de pouvoir souscrire à un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant une partie des frais laissés à sa charge en vertu de l'application des textes sur la gestion du statut de ses agents. Pour faire simple, le Centre de Gestion, par notre autorisation, aurait la possibilité d'organiser une procédure de mise en concurrence et souscrire des contrats à notre nom pour permettre aux agents de bénéficier de ces contrats collectifs.

Il est demandé d'autoriser le Conseil Municipal à confier au Centre de Gestion cette mise en concurrence par l'adhésion au contrat groupe de l'assurance.

M. DE LAUNAY : Nous confions le sujet au Centre de Gestion. Tout le monde est OK ? Je passe au vote. Avec votre accord unanime ? C'est parfait, je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Delphine, sujet important, la modification du règlement intérieur des horaires des écoles.

11. Modification du règlement intérieur des horaires des écoles

Mme FLOIRAT-RATTE : La délibération porte sur la modification des horaires, puisque cette année la pause méridienne est un peu trop courte et très souvent les enfants sont arrivés en retard pour la reprise des cours. Ce soir, nous vous demandons d'accorder la modification des horaires. La pause méridienne serait allongée de dix minutes, ce qui fait que les enfants, le soir, au lieu de sortir à 16 h 10 pour la maternelle et à 16 h 20 pour l'élémentaire, sortiraient à 16 h 20 pour la maternelle et à 16 h 30 pour l'élémentaire.

Nous vous demandons l'autorisation de faire cette modification des horaires.

M. DE LAUNAY : Des questions peut-être ? Je vous en prie, Mme FONTAINE.

Mme FONTAINE : Bonsoir. Lors de la Commission, nous avons évoqué avec Delphine d'autres possibilités d'aménagement des horaires, dans l'ordre de passage ou dans la fluidité du passage. Est-ce que ces autres solutions ont été étudiées ?

Mme FLOIRAT-RATTE : Pour l'instant, ce qui a été étudié c'est qu'un animateur soit mis au niveau de l'entrée, parce que c'est vrai que jusqu'à présent les enfants étaient appelés. Là, il va y avoir un changement au niveau de l'appel micro. Il y a un souci au niveau du micro, dans le pôle 1 les animateurs n'entendaient pas toujours l'appel, donc cela a eu des conséquences. Ensuite, il y a un animateur qui est posté à l'entrée, cela calme les enfants, donc l'agent qui est dans le couloir à faire l'appel ne perd pas du temps à faire la police, donc cela permet déjà une fluidité. Après, on espère que cela va faire quelque chose parce que notre volonté était de réduire la pause méridienne donc nous n'avons pas l'intention de modifier tous les ans et d'augmenter de dix minutes tous les ans. Il va bien falloir travailler là-dessus. Pour l'instant, à la rentrée, c'est le travail de l'équipe du périscolaire. Il n'y a pas que le périscolaire, il y a également la cantine puisqu'au niveau des agents, voir si l'on ne peut pas mettre un agent qui connaît bien les enfants. C'est vrai qu'un agent qui ne connaît pas les enfants, quand il a la liste sous les yeux, il perd du temps à chercher. Là, ça serait mettre quelqu'un qui connaît bien les enfants. C'est vraiment au niveau de l'accueil qu'il y a un souci de fluidité.

M. MALVILLE : Il n'y avait rien, c'était une bêtise.

M. DE LAUNAY : Ne dites pas de bêtise, c'est mieux, en tout cas, pas au micro. On a vraiment porté la volonté de diminuer le temps de pause méridien dans l'intérêt des enfants. On a réduit cette pause méridienne entre les horaires tels que pratiqués quand on est arrivé et aujourd'hui, avant cette modification, on l'a diminuée de 45 minutes. Là, on augmente de dix, donc, cela fait quand même moins 35 minutes et c'est parfaitement conforme à l'intérêt des enfants, me semble-t-il.

Mme FLOIRAT-RATTE : Surtout que les enseignants sont vraiment très contents de ce changement d'horaires, parce que les enfants reviennent beaucoup moins excités qu'auparavant. En plus, les enfants de CP et des petites sections travaillent trois heures trente le matin, ce qui fait que l'après-midi les CP et les CE1 n'ont que deux heures et demie de cours. Les enfants, on le sait, sont plus efficaces le matin, donc c'est vrai que les enseignants sont contents. On avait émis l'idée d'inverser, de faire passer les CP avant et les enseignants préfèrent rester avec trois heures trente le matin plutôt que trois heures.

M. MALVILLE : On a combien d'enfants qui mangent à la cantine ?

Mme FLOIRAT-RATTE : Il y en a 400 environ.

M. MALVILLE : 90 % à peu près ?

Mme FLOIRAT-RATTE : Non. C'est vrai que le fait que l'on ait fait des horaires décalés sur la pause méridienne n'arrange pas certains parents qui ne peuvent pas venir sur trois horaires différents. C'est pour ça que l'on avait fait ce choix-là, on s'était dit que de toute façon il y avait déjà beaucoup de parents qui mettaient leurs enfants à la cantine.

M. MALVILLE : Il y a toujours eu 90 % des familles qui laissent leurs enfants à la cantine.

Mme FLOIRA-RATTE : Pour l'instant, il y a à peu près 700 repas par jour.

M. DE LAUNAY : Donc, cela fait plus de 90 % des familles, 93 % des familles laissent leurs enfants déjeuner à l'école.

D'autres remarques ? Très bien.

Je passe cette modification du règlement intérieur des horaires des écoles au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Enfin, le dernier morceau de Conseil Municipal, pas le moindre, la présentation du projet de budget primitif 2025 à laquelle je vais m'atteler.

12. Adoption du budget primitif 2025

M. DE LAUNAY : Je vais essayer d'aller assez vite. Je vous propose, comme on le fait tout le temps, M. MALVILLE, ou d'autres, de m'arrêter en cours de propos. Je distinguerai, très classiquement, comme d'habitude, la section de fonctionnement et ensuite j'aborderai la section d'investissement.

À titre liminaire, rappeler qu'il s'agit du dernier budget de la mandature puisque le budget 2026 sera dessiné, voté par la prochaine équipe qui sera en place, étant entendu que nos deux premiers budgets, 2020, 2021, se sont construits dans un contexte de crise sanitaire, puis de crise énergétique. Je ne veux pas dire que l'on a exercé que quatre ans de mandat, quatre budgets, cela serait exagéré, mais ce n'est pas loin de la vérité. On a cravaché fort sur quatre ans.

Pour la quatrième année consécutive, on a un budget supérieur à 10 millions d'euros. Pour rappel, quand on est arrivé, les budgets, au mieux, tournaient à 7 ou 7,5 millions. Nous, dès 2022, on franchissait les 10 millions de budget et on maintient l'effort, 2022, 2023, 2024, 2025 on est à 10,4 millions de budgets. Sincèrement, c'est absolument considérable pour une ville comme Izon.

Je vous propose de voter un budget en fonctionnement à hauteur de 6 millions et une section d'investissement à hauteur de 4,4 millions. 10,4 millions au total, c'est un budget important. La section de fonctionnement d'abord, je ferai, classiquement, les recettes. Du côté des recettes, le chapitre 70, produits de service, est en évolution de 4,92 %, quasiment 5 % de hausse, ce qui représente à peu près 36 000 € de recettes supplémentaires. Il s'agit principalement des services de restauration et d'accueil périscolaire, mais on obtient ces recettes supplémentaires sans hausse des tarifs. C'est très important de souligner que l'on ne touche pas aux tarifs du restaurant scolaire et des services périscolaires. On obtient cette hausse, principalement en raison d'une dynamique des redevances d'occupation du domaine public. Il s'agit en majorité de ce que nous « rapportent » les marchés gourmands en particulier.

Quand les commerçants viennent occuper la place de la mairie, on leur demande une redevance de 50 €. Le succès aidant, on a de plus en plus de recettes de ce point de vue. Je pense que ce n'est pas terminé.

Toujours dans les recettes, du côté des recettes fiscales, on attend des recettes fiscales en hausse de 2,22 %, chapitre 73, de 3,82 % au chapitre 731, en lien avec la revalorisation des bases prévisionnelles, Yannick en parlait tout à l'heure quand on parlait des taux notamment. Les bases vont être relevées de 3,3 %, donc on espère des produits fiscaux à hauteur de 2 171 000 €, ce qui représente à peu près 50 % de nos recettes de fonctionnement. Pas d'augmentation des taux d'imposition, je le répète, et petite hausse de 65 000 €. Ce n'est pas énorme, mais on prend ce qu'il y a à prendre. On pourra peut-être espérer de bonnes nouvelles, on verra au fil du temps.

Chapitre 74, dotations et participations, c'est stable, à hauteur de 1 700 000 €, pour faire très court. Très important, 28 % de nos recettes de fonctionnement.

Chapitre 75, autres produits de gestion courante, je mets cela de côté, c'est 46 000 €. Ce sont les indemnités de sinistre, les remboursements de salaire en raison de l'assurance statutaire, etc.

Chapitre 13, les atténuations de charge sont en forte diminution. C'est parce qu'en 2024 on a remboursé un capital décès à hauteur de 24 000 € en raison du décès d'un agent. Évidemment, cela n'arrivera pas en 2025, en tout cas, je touche du bois pour que cela n'arrive pas en 2025. Chapitre 42, petit focus, point très important, le chapitre qui retrace les opérations d'ordre qui concernent les travaux en régie qui sont effectués par le personnel communal. Là, on table sur une très forte augmentation puisque l'on passerait de 25 000 € en 2024, à 150 000 € de valorisation des travaux de régie en 2025. C'est très important d'augmenter ces travaux en régie. Cela valorise le travail qui est réalisé par les agents, cela permet de le formaliser et, croyez-moi, on a des agents des Services Techniques qui cravachent, qui sont volontaires et je les en remercie. Ce sont aussi des recettes de fonctionnement qui vont ensuite être basculées en dépenses d'investissement. Donc, c'est toujours très intéressant de miser sur ces travaux en régie. Je prendrai juste deux exemples pour que vous compreniez le sujet. Les travaux que l'on est en train de réaliser sur le terrain dont on est devenu propriétaire à côté de l'allée des Pavillons, le terrain Hervé. Travaux d'aménagement d'une nouvelle aire de jeux, d'aménagement paysager qui sont réalisés en grande partie par nos agents des Services Techniques, espaces verts, voirie. On espère que l'on va pouvoir valoriser ce travail comme étant du travail en régie, très intéressant d'un point de vue budgétaire. Cela nous permet de valoriser les fournitures nécessaires pour ces travaux et le coût RH nécessaire pour ces travaux. Cela nous permet donc d'inscrire ces travaux en régie au titre de ce chapitre 42. L'année dernière, sur toute l'année, on a fait 25 000 € de travaux en régie. À l'heure où je vous parle, on a déjà réalisé 33 500 € de travaux en régie. On est à peu près au tiers de l'année et on est à 33 500 € de travaux en régie. L'objectif c'est 150 000, ça sera « chaud patate » d'y arriver, mais on est ambitieux sur le sujet et je tenais à le dire ce soir, ne serait-ce que pour valoriser, pour que les gens prennent la mesure, l'effort réalisé par nos agents des Services Techniques que je salue une fois encore.

Y a-t-il des questions sur les recettes de fonctionnement, avant que j'aborde les dépenses de fonctionnement ?

M. MALVILLE : Juste sur les travaux en régie, la déforestation, on ne va pas l'amortir, mais quand on construit un bâtiment, on peut l'amortir, c'est ça ?

M. DE LAUNAY : Je ne comprends pas votre question.

M. MALVILLE : Quand on valorise des travaux en régie, on valorise, donc on peut les rentrer en investissement ?

M. DE LAUNAY : Ce n'est pas tout à fait qu'on les rentre en investissement, c'est que cela va être plus exactement considéré comme une dépense d'investissement. C'est une recette de fonctionnement. Si je mets 100 de travaux en régie, c'est une recette de fonctionnement qui va basculer en dépense de fonctionnement. C'est très exactement l'inverse en matière d'amortissement. En matière d'amortissement, ce sont des dépenses de fonctionnement et non pas des recettes, qui ensuite vont être basculées en recettes d'investissement, c'est pile-poil le croisement inverse.

M. MALVILLE : Je me suis mal exprimé. En comptabilité générale, quand vous faites vous-même un bâtiment, un investissement vous-même, de mémoire, on amortit. Je voulais savoir si en comptabilité publique, on faisait la même chose, c'est tout.

M. DE LAUNAY : Pendant très longtemps, la comptabilité privée générale et la comptabilité publique obéissaient à deux régimes radicalement distincts. Donc, on ne pouvait pas appliquer les règles de comptabilité d'une entreprise privée à une comptabilité publique. Il semblerait qu'il y ait un petit mouvement de convergence sur certains sujets. C'est un sujet très technique et je profite de votre interrogation pour présenter au Conseil Municipal et aux Izonnais, M. Ravi NOURBAHAY SOUNDERA, c'est le Ravi SHANKAR des finances publiques et de la comptabilité publique. Je vais laisser Ravi vous répondre, M. MALVILLE, il le fera mieux que moi. Ravi, je vous en prie.

M. NOURBAHAY SOUNDERA : C'est assez simple. La valorisation des travaux part en investissement, en dépenses, et vient valoriser notre inventaire, donc notre actif au niveau des lignes. C'est une vraie valorisation, une augmentation de l'actif.

M. MALVILLE : Donc, on est d'accord, c'est exactement comme en comptabilité générale.

M. NOURBAHAY SOUNDERA : Au niveau de la délibération, je crois qu'elle a été modifiée au dernier Conseil, sur tout ce qui est bâtiments tout n'est pas amorti, au même titre que la voirie qui était amortie n'est plus amortie. Il y a des amortissements qui sont obligatoires et des amortissements qui ne le sont pas. Après, c'est pour ça qu'il y a eu un choix de changement et de modification des règles d'amortissement.

M. MALVILLE : Je vous remercie.

M. DE LAUNAY : Merci Ravi. Je peux attaquer les dépenses de fonctionnement ? On y va. D'abord, le chapitre 11, les charges à caractère général qui représentent 1 639 000 €, en hausse de 3,6 % par rapport au budget primitif 2024. Cela représente quand même 27 %, c'est considérable, de nos dépenses de fonctionnement. Cette hausse s'explique, au principal, par l'inflation extraordinaire de l'assurance du personnel qui augmente de 34 000 €. Les assurances coûtent cher, mais c'est le risque qui coûte cher en vérité.

Au titre du chapitre 12, qui représente 50 % de nos dépenses de fonctionnement, ce sont les charges de personnels, en évolution de 4 %. Je répète ce que j'ai dit à l'occasion du débat d'orientation budgétaire, on est confronté à une hausse des cotisations retraite de trois points, c'est énorme, cela représente 41 000 € de hausse de cotisations retraite sur l'exercice 2025. Ce sera de nouveau une petite hausse de 4 % l'année prochaine et rebelote, une petite hausse l'année prochaine. Sur trois ans, on va prendre 12 % de hausse des cotisations retraite. C'est comme ça, on n'a pas notre mot à dire, c'est un décret. C'est le Gouvernement qui l'a décidé. Une augmentation des cotisations sociales à hauteur de 20 000 €. Le recrutement de Ravi Shankar, en remplacement de Valérie DELANOY et en lien avec le recrutement de la directrice des Ressources Humaines qui fait aussi un peu de communication, Kimberley ex-SEGARD, désormais PAGEOT, que l'on salue.

La prise en compte d'une augmentation du SMIC, le glissement vieillesse technicité, les primes classiques d'intéressement à la performance, les CIA qui vont être versés aux salariés. Et, enfin, le basculement de plusieurs contrats aidés en CDD. J'expliquais à la Commission, en toute transparence, que l'on avait en particulier un service qui fonctionnait beaucoup, on va dire essentiellement, avec des contrats aidés. On a besoin de ces agents, donc on les bascule sur un régime de CDD de droit public qui inévitablement est plus coûteux pour la collectivité, en attendant mieux, je le souhaite, mais déjà on fait ce premier geste qui n'est, de mon point de vue, que justice.

Au chapitre 65, les autres charges de gestion courante, c'est l'équilibre. Les subventions aux associations, petite baisse, mais très mesurée de 67 à 63 000 €, ce n'est pas là-dessus que l'on fait des économies. C'est juste important de le souligner. Le CCAS aura toujours sa subvention de 18 000 €. Le reversement de l'indu de la CAF pour cette histoire de passage à quatre jours avec des rythmes qui n'ont pas convenu à la CAF et qui nous coûte 12 500 € par an. On en a parlé en Commission, il est possible que la CAF soit un peu plus indulgente maintenant que ce qu'elle a été ces deux dernières années. Je compte sur les talents de Karine LONGAIVE pour négocier dur avec la CAF et nous permettre de réaliser une petite économie de 12 000 € par an. C'est au budget parce que l'on doit, a priori. Les frais afférents aux travaux du SDEG, il n'y a pas énormément de choses à dire.

Au chapitre 66, les charges financières baissent de 8,87 %, c'est logique au regard des intérêts courus non échus de la dette et quelques charges exceptionnelles symboliques.

Des opérations d'ordre concernant les amortissements, au chapitre 42, qui nous coûtent très, très, très cher, on prévoit 740 000 €. Ce sont des dépenses de fonctionnement que l'on va retrouver, certes, en recettes d'investissement, c'est le bon côté de la médaille. Le mauvais côté de la médaille, c'est que cela grève évidemment notre section de fonctionnement. On part sur 740 000 €, chiffre en forte augmentation, mais qui s'explique exclusivement par le fait que l'on a énormément investi, pas trop, mais beaucoup investi ces dernières années ? Donc, on le paie en quelque sorte, plein pot.

Le chapitre 14 est en augmentation de presque 2 %. C'est lié à l'attribution de compensation négative avec La Cali, transfert de la compétence GEPU, transfert plein et entier, et une petite augmentation du prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU puisque l'on passe à 66 000 € en raison de notre carence en logements sociaux. On est quand même très, très loin des 160 000 € qui nous tabassaient il n'y a pas longtemps et encore plus loin des 320 000 € de menace si l'on ne faisait pas d'effort, donc c'est quand même mieux. Je rappelle qu'à chaque fois que l'on verse une subvention pour permettre la réalisation d'une résidence avec des logements locatifs sociaux, il nous est permis de défalquer en quelque sorte cette subvention versée à l'opérateur à N+2 sur le budget. On a déjà voté quelques subventions pour certains projets et on continuera de le faire de manière raisonnable.

Y a-t-il des questions sur cette dépense de fonctionnement, avant que j'attaque le gros sujet, que tout le monde attend, à savoir les investissements ? M. MALVILLE, peut-être, sur les dépenses de fonctionnement, des remarques ?

M. MALVILLE : Non, pas de remarque particulière. Si on regarde entre les recettes et les dépenses, sur cinq ou six ans, il y a 800 000 € de recettes supplémentaires. Mine de rien, on peut en faire des choses, on peut aller au bout de ses rêves avec 800 000 € de plus. Maintenant, on en a parlé tout à l'heure, c'est réinvesti au niveau des associations. La commune augmente en population, la ville change, donc il y a des nouveautés. On a besoin aussi de plus de personnels pour pouvoir entretenir, c'est normal, il y a plus d'associations. Aujourd'hui, on a une cohérence entre les dépenses et les recettes, en matière de fonctionnement.

M. DE LAUNAY : Merci de souligner cette cohérence.

M. MALVILLE : On ne va pas faire de l'opposition à l'opposition et de l'opposition bête comme on peut le voir actuellement au niveau national qui ne sert à pas grand-chose, à part se montrer. C'est cohérent, on a travaillé et on a discuté pendant la Commission budget et à chaque fois on a émis des idées et je ne vais pas m'étendre là-dessus.

M. DE LAUNAY : Très bien, merci. Je peux attaquer la section d'investissement ?

En recettes, le chapitre 10 qui concerne le FCTVA, on espère 328 000 € au titre du FCTVA et 246 000 € au titre de la taxe d'aménagement. Chiffres à affiner, la taxe d'aménagement en particulier, les choses peuvent évoluer, a priori de manière plutôt favorable, on a été prudent dans ces prévisions. Attention, Ravi, vous jouez votre poste, non, je plaisante. On a été réaliste. Le chapitre 13 avec les subventions d'investissement qui sont inscrites à hauteur de 489 000 €, dont 185 000 €, presque 200 000 € ne sont pas acquis, donc il faut encore aller les chercher. Vous avez compris, compte tenu de ce que j'ai dit tout à l'heure, que tout cela peut évoluer dans un sens favorable ou défavorable, mais on a été, je crois, plutôt prudent.

Le chapitre 40 avec des opérations d'ordre en recettes d'investissement s'équilibre à 740 000 €. Ce sont les fameux amortissements que l'on retrouve en recettes d'investissement. Le chapitre 41, les opérations patrimoniales à hauteur de 60 000 €. Ne me demandez pas d'expliquer, c'est une opération d'ordres comptables que je n'ai toujours pas saisie. Ravi, je ne vais pas vous redonner la parole, mais franchement c'est indigeste. Comme explication c'est une opération d'ordre, ne cherchez pas le sens de cette opération d'ordres, ce sont les subtilités de la comptabilité publique.

Les prévisions au chapitre 24 ont été faites à hauteur de 80 000 €, les cessions d'immobilisations. On va faire l'acquisition d'un bien au 115 avenue du Général de Gaulle pour essayer de revitaliser un peu le centre-bourg et la moitié de ce bien devrait être cédé en cours d'année à une commerçante Izonnaise. On va convenir avec elle d'une cession à hauteur de 80 000 €.

Des dépenses d'investissement à hauteur de 4 400 000 €. D'abord, le remboursement du capital des emprunts au chapitre 16 à hauteur de 371 345 €.

Le chapitre 204 se décompose en trois comptes. Le fonds de concours au SDEG pour des travaux d'éclairage public, on va poursuivre le passage en LED pour faire des économies d'énergie, à hauteur de 182 778 €. Le compte 204182, passionnant, ce sont les participations pour les opérations de logements sociaux auprès de Gironde Habitat pour un montant de 39 500 €. Deux opérations sont fléchées, route d'Anglumeau et 86 avenue des Anciens Combattants et non pas 62, on a déjà discuté de cela en Conseil. Le compte 2046, le reversement de l'attribution de compensation à La Cali et l'attribution de compensation négative étaient en hausse. Là, on parle des travaux d'investissement réalisés dans le cadre de la compétence GEPU, gestion des eaux pluviales urbaines. C'est La Cali qui a désormais la compétence, donc elle prévoit dans cette attribution de compensation négative une somme de 44 000 € pour réaliser des investissements en matière de gestion des eaux pluviales sur la commune.

Ensuite, on trouve un certain nombre d'opérations. Je ne peux pas, comme je l'ai fait en Commission, rentrer dans le détail de toutes les opérations. J'irai sur les opérations les plus significatives prévues dans ce budget 2025. Fonds de concours, SDEG, chapitre 204, d'abord le changement d'éclairage au stade de rugby, un investissement à hauteur de 123 000 € pour lequel on va bénéficier d'une subvention de l'Agence nationale du sport, la moitié à peu près, à hauteur de 60 000 ou 63 000 €. On n'est pas loin de 50 %, entre 45 et 48 % de cet investissement. La deuxième tranche de renouvellement des LED, j'en ai parlé tout à l'heure, plus un reste à réaliser. Opération 17, acquisition de matériel, il faut que l'on se dote du logiciel du service funéraire, je n'en reviens pas du coût des logiciels, mais c'est comme ça, c'est 16 000 € le logiciel. On a acquis, vous le savez, un nouveau minibus, principalement pour les associations sportives, mais pas que, à hauteur de 22 000 €.

On doit changer le serveur de la mairie, parce que régulièrement on tombe en carafe au niveau informatique à la mairie, cela devient invivable et Karyn ça lui tape sur les nerfs. Karyn, quand elle est à nerf, franchement, c'est pénible. Changer le serveur, c'est 13 000 € quand même, au bas mot, c'est peut-être même davantage. On a un premier devis à 13 000 € qui mérite d'être affiné. L'aire de jeux, c'est vraiment une volonté de faire de l'Allée des Pavillons, de ce petit parc, un lieu de rendez-vous pour toutes les familles. On a déjà investi dans une première aire de jeux pour les plus grandes, les 5-12 ans, l'année dernière. On remet un ticket cette année pour cette fois-ci investir dans une nouvelle aire de jeux pour les tout-petits, les 1-4 ans. C'est une demande des parents, des assistantes maternelles. L'aire de jeux, c'est 46 000 €, je ne parle que de l'aire de jeux, je ne parle pas de l'aménagement paysager et de l'aménagement du parc. Voilà pour les plus acquisitions de matériel que je vois.

Opération 21, restaurant scolaire, je passe très vite parce que c'est très douloureux.

L'extension de la cuisine, travaux d'extension pour la modique somme de 388 000 €, c'est-à-dire que je pense que cette cuisine va coûter plus cher qu'un appartement sur les Champs-Élysées. Rappelez-vous, on a renoncé au marché, on a dit stop, on refait et la deuxième fois, c'est pire. En tout cas, il y a consensus pour dire que ces travaux sont absolument nécessaires, c'est pour l'école, cela nous permet de respecter les normes d'hygiène et de sécurité et de mettre nos agents dans de bonnes conditions de travail réglementaires, mais c'est un très, très gros investissement en 2025, 388 000 €. Toujours pour le restaurant scolaire, on va passer d'un lave-vaisselle à un tunnel de plonge industriel. Ce tunnel de plonge coûte la modique somme de 60 000 €, 59 707 € pour être précis. C'est de la plonge de compétition.

Une élue* (01.31.07) : On trouve ça dans tous les restaurants scolaires qui font des repas pour 700 élèves. Économie d'eau, gestes et postures aussi pour les agents, donc c'était indispensable.

M. DE LAUNAY : C'est parfait, je suis d'accord, je vote. Cela peut paraître excessif, mais c'est parfaitement justifié, donc on progresse, le service progresse. Si je fais juste l'extension du restaurant scolaire et la plonge, cela amène à 450 000 €. Je ne vous parle pas des autres petits investissements sur l'opération, cela fait une petite enveloppe à 496 000 € si je fais le BP 2025 plus les restes à réaliser 2024. 500 000 € pour le restaurant scolaire, sur une année, c'est plutôt pas mal.

Les bâtiments communaux, avec les restes à réaliser, on part sur une enveloppe à 189 907 €. Au BP 2025 on a 155 189 €. Principalement le nouveau local pour les chasseurs, une enveloppe de 40 000 € ; un préau au stade de la Naude pour permettre aux familles, mais pas qu'elles, au public en général, d'être dans de bonnes conditions au stade de la Naude à proximité du snack-bar, même quand il pleut. C'est une demande exprès du FC Mascaret, donc on va installer ce petit préau, il y en a pour à peu près 22 000 €.

Bâtiments communaux, je suis toujours sur une volonté de revitaliser le centre-bourg, donc on va faire l'acquisition du 115 avenue du Général de Gaulle. On espère d'une part y implanter un commerce et sur l'autre moitié un nouveau commerce. Un commerce existant qui traverserait la rue et un nouveau commerce à définir de manière consensuelle. J'insiste vraiment pour que la Commission Ville durable s'empare de ce sujet et que l'on voie quel type de commerce on peut installer au centre-bourg pour le revitaliser. Sur ce bâtiment, non seulement on prévoit une enveloppe pour l'acquisition, mais une enveloppe également pour quelques travaux, histoire que l'on puisse faire une boutique, une librairie par exemple, une boutique partagée. On peut envisager plusieurs types de commerces, il faut juste trouver le bon. On prévoit une enveloppe de 60 000 € pour les travaux. Ça ne sera pas de grands travaux gigantesques, mais des travaux d'isolation, de menuiserie, de réseau et on va essayer de s'en sortir en grande partie en régie, pas que, avec cette enveloppe pour faire ces travaux au 115 avenue de Gaulle.

Donc, bâtiments communaux, on gâte les associations et on essaie de revitaliser le centre-bourg. Évidemment, c'est compliqué, une fois encore, cela ne se fait pas comme ça. Opération 23, voirie, on prévoit d'abord des travaux de sécurisation sur l'avenue Léo Drouyn et sur l'avenue de Saint-Pardon, grosso modo une enveloppe de 10 000 €. On prévoit d'investir dans une signalétique patrimoniale notamment, j'insiste sur cette signalétique puisque l'on veut élaborer un parcours Léo Drouyn, une balade, un itinéraire consacré à Léo Drouyn que l'on souhaiterait présenter au public à l'occasion des Journées du patrimoine, fin septembre 2025, en lien avec deux associations : les éditions de l'Entre-deux-Mers, et je salue Bernard LARRIEU et l'association Les Amis de Léo Drouyn, et la Commission extra-municipale Valorisation et patrimoine. Il faut que l'on relance cette commission qui n'a pas travaillé depuis au moins deux mois, pour mettre en avant cette dimension patrimoniale très intéressante pour Izon. On va investir dans le port d'Izon. On va refaire la rue du Port. On va enrocher la rue du Port, la rue de l'Embarcadère. Ce sont des travaux qui coûteront cher, 48 000 €, mais c'est absolument nécessaire si l'on veut permettre à nouveau la circulation automobile jusqu'au port. C'est un projet d'ensemble. Il y a aussi un projet d'aménagement paysager et un projet d'acquisition foncière d'une parcelle de 7 000 m², juste à côté du port, qui pourrait permettre, si tout se passe bien, à l'occasion de quelques manifestations qui auraient lieu au port, de stationner des véhicules aux beaux jours. Ça pourrait être sympa, j'imagine, par exemple, qu'il pourrait y avoir de nouveau une sardinade au port qui a très longtemps été portée par le Club des Entreprises. Ils l'ont arrêtée, je ne sais pas exactement pour quelle raison, mais ça fait partie de ce genre d'évènements qu'il serait bon de restaurer. Sur le port, on souhaite vraiment cranter sur 2025 pour améliorer le cadre de vie des Izonnais.

Travaux de voirie, il y a urgence à aménager un trottoir sur la partie de la rue des Écoles qui n'a pas de trottoir aujourd'hui, c'est-à-dire entre la rue des Maures et la rue de la Lande. Il doit y avoir 200 mètres, à peu près, pas de trottoir, très fréquentés par la population, donc il serait bon d'aménager ce trottoir. On a prévu une enveloppe. On a prévu une enveloppe également pour essayer d'aménager un trottoir du côté du rond-point d'Intermarché, la jonction entre le rond-point et l'avenue de Cavernes, là aussi il y a beaucoup de passages le matin, c'est plutôt dangereux. On a prévu de s'atteler à faire des choses un peu mieux, allée d'Anglade, sur 300 mètres, là où c'était bucolique il y a quelques années et aujourd'hui c'est Bagdad. On a un problème à régler avec un ou deux riverains, problème pas léger, mais une fois qu'on l'aura réglé, en même temps que le SIAAPA va refaire la canalisation d'eau, on prévoit une enveloppe de 30 000 € pour rendre cette allée un peu plus sympa, la fleurir, la sécuriser davantage et prévoir des places de stationnement un peu mieux régulées. Donc, opération 23, voirie, c'est 200 000 € et 260 000 € avec les restes à réaliser 2024.

Opération 25, école, on ne prévoit pas grand-chose, mais ne perdez pas de vue qu'il y a le restaurant scolaire qui est passé dans l'opération précédente. Si je ne parle que de l'école, sans le restaurant, on est cette année sur une petite enveloppe à hauteur de 95 000 €. Des petits travaux d'éclairage, dans les couloirs, travaux de peinture, du matériel informatique dans lequel on s'apprête à investir en cas de besoin, notamment en cas d'ouverture d'une classe. Je ne crois pas à l'ouverture d'une classe cette année, pour l'instant du côté de l'académie on dit qu'il n'y aura pas d'ouverture cette année. Mais, on ne sait jamais, une résidence va être livrée en fin d'année, on n'a pas encore la composition des familles qui vont habiter cette nouvelle résidence avenue du Général de Gaulle. Si jamais il y avait beaucoup d'enfants et que l'on devait être confronté à la nécessité, au besoin d'ouvrir une nouvelle classe, on aurait déjà le bâtiment, l'ancienne école d'Izon et il n'y aurait plus qu'à investir dans du mobilier et du matériel informatique. Donc, on prévoit quand même une ligne, en cas de besoin, pour ouvrir une nouvelle classe. Je rappelle que l'on est prêt, la classe est prête, c'est la salle de la M.A.C.C. La liaison a été faite entre la cour du pôle 1 et l'actuelle M.A.C.C., donc il n'y a plus que le matériel à acheter et on serait prêt à accueillir une nouvelle classe dans de très bonnes conditions dès demain s'il le fallait.

Gros sujet, la question de la restructuration de l'école et de la convention d'aménagement d'école. Je vous propose ce soir un budget qui prévoit une ligne pour une étude de faisabilité pour équiper l'école d'un système de géothermie. Potentiellement, on a de belles économies d'énergie à réaliser, mais il nous faut une étude technique de faisabilité avant. Cette étude, on l'évalue à 18 000 €. On avait prévu une assistance à maîtrise d'ouvrage pour le contrat d'aménagement d'école que l'on a conclu avec le Département. On a prévu à ces budgets, cette AMO à hauteur de 45 000 €. Je dois vous dire que j'ai été destinataire d'un courrier du Département qui m'est arrivé hier, pour être précis, et ce courrier on était plusieurs à le redouter. Ce courrier du Département nous annonce que nous ne serons pas accompagnés par le Département au titre de la convention d'aménagement d'école en 2025. Cela veut dire que pour l'instant, c'est statu quo. Rappelez-vous, à compter du moment où l'on conclut une convention d'aménagement d'école avec le Département, à compter du moment où la planification est adoptée, on a trois ans pour engager les travaux, pour être accompagné, subventionné par le Département et là, on est arrivé dans la troisième année. Donc la question qui se pose est « est-ce que oui ou non, il repart sur un contrat de trois ans de manière quasi automatique ou est-ce qu'il faut de nouveau que l'on s'inscrive dans un procès d'élaboration d'une nouvelle convention d'aménagement d'école ? Pour l'instant, je n'ai pas de réponse technique, mais politiquement on m'a écrit cette semaine que l'on ne serait pas accompagné en 2025. Si bien que la question qui va se poser à nous c'est « que fait-on des 45 000 € que l'on a prévus au BP 2025 pour ce sujet ? » J'en connais une qui va me dire « M. le Maire, on coffre », mais peut-être que cela pourrait nous permettre d'investir dans une autre opération par un jeu de chaises musicales. C'était un peu la tuile. Je ne vous cacherais pas que je m'y attendais un peu, compte tenu du contexte, mais on pouvait néanmoins espérer que le Département continuerait cet effort, au moins pour les communes qui avaient conclu cette convention il y a deux ans. C'est très compliqué pour eux et évidemment, je ne leur en tiens pas rigueur. Sujet à suivre de près.

Opération 32, acquisitions de terrains, j'ai parlé du 115 avenue de Gaulle à hauteur de 160 000 € dont la moitié va être cédée derrière à la commerçante à laquelle je faisais allusion tout à l'heure pour 80 000 €. Une préemption que je souhaite inscrire au budget, la préemption d'un terrain situé au 139 avenue du Général de Gaulle, petit terrain de 400 m² qui se situe juste derrière la Caisse d'Épargne. Le propriétaire a conclu une promesse avec un acquéreur qui envisageait d'y faire une petite maison R+1 sur 90 m² au sol. Je trouve que cette maison serait mal venue à cet endroit, sachant que l'on manque de places de stationnement en centre-bourg. Je préférerais qu'il y ait là un petit parking végétalisé, donc non imperméabilisé. Un petit parking pas forcément ouvert à tout public, mais qui pourrait au moins bénéficier aux commerçants du coin, ce qui permettrait de libérer des places de stationnement sur le domaine public. Le prix, surprenant, n'est pas excessif puisque l'on prévoit un budget de 45 000 €, frais de notaire inclus. Je crois que la promesse a été conclue à hauteur de 38 000 €, ce qui, pour 400 m² en plein centre-bourg, sur un terrain constructible, est pour le moins surprenant. En tout cas, la promesse est parvenue à cette hauteur et cela nous donne l'occasion de préempter. Je vous propose, dans le cadre de ce budget, de prévoir cette enveloppe pour préempter ce bien et en faire un petit parking de six ou sept places, peut-être pour les salariés de la Caisse d'Épargne. Je ne sais pas ce que réglementairement nous pourrions faire, parce qu'évidemment on ne pourra pas faire tout ce que l'on veut, mais il ne sera pas imperméabilisé, il sera végétalisé et on va y trouver peut-être quelques arbres fruitiers par exemple, on verra ce que l'on fait sur ce projet. Il y a le CAUE qui nous accompagne et on a déjà une première esquisse de ce que l'on pourrait faire et c'est plutôt intéressant.

Je poursuis sur les acquisitions de terrain. Je vous parlais tout à l'heure d'un terrain près du port d'Izon. Je propose que l'on devienne propriétaire de 7 000 m² pour 2 500 €. Il y aura peut-être un partage des frais de notaire, je ne sais pas exactement. En tout cas, à ce prix là il y a une bonne opération à faire et cela pourrait permettre au public d'accéder de manière plus fluide au quai que l'on a racheté au Département l'année dernière.

Je suis allé le visiter cette semaine, il y a vraiment un point de vue sur la Dordogne à ouvrir au public, qui peut être canon. Il y a un aménagement paysager à faire qui peut vraiment être canon. On n'inscrit pas l'aménagement paysager en 2025, on le fera certainement en 2026, mais déjà l'acquisition de ce terrain à côté du port pourra permettre la jonction entre le port et ce quai sur lequel on aura un projet d'aménagement paysager, dans le droit fil du plan paysage, c'est une des actions du plan paysage que de créer des points de vue sur l'eau. On peut imaginer un carrelé pédagogique, on peut imaginer plein de choses dans un cadre très bucolique qui est typique d'Izon. D'ailleurs, j'ai appris la petite histoire de ce quai que j'ignorais complètement. Cette propriété a une histoire très, très singulière. C'est le vieux FAILLAT qui était propriétaire de cette maison qui faisait débarquer ses bateaux chargés de bois jusqu'à la gueule, qui ont servi en partie à reconstruire Libourne. Il y a une histoire sur ce lieu qui est très singulière que j'ignorais complètement. On retrouve encore des traces de ce trafic maritime. C'était des bateaux énormes qui arrivaient. Il y a vraiment une petite histoire et un petit potentiel d'aménagement très sympas. On ne va pas réaliser l'aménagement en 2025, encore que, avec les 45 000 € que l'on économise sur l'opération école, peut-être que l'on va pouvoir faire quelque chose dès 2025. On verra si on va coffrer ou si on va faire autre chose de ces 45 000 €.

Acquisitions foncières, j'ai à peu près fait le tour. Je pourrais parler, pour revitaliser le centre-bourg, on a en vue une acquisition à côté de l'église, mais je ne pense pas que ce soit possible en 2025, compte tenu de la procédure pour liquider une succession, je pense que ça sera plutôt pour 2026, donc on ne l'inscrit pas dans ce budget 2025. On a prévu une ligne pour le projet de statue de la Liberté, vraiment un beau projet. Virginie, tu peux en parler ? Tu n'es pas du tout préparée, c'est de l'improvisation totale, mais comme tu improvises très bien, je t'en prie, Virginie, expose-nous les grandes lignes du projet et ce que l'on va faire dans les six mois qui viennent, sachant que le calendrier sur lequel on s'est accordé il y a quelques jours, est dans les tuyaux et donc, on y va.

Mme VIDORRETA : Le calendrier que l'on a prévu, si l'on arrive à trouver tous les fonds, c'est d'inaugurer cette statue le 14 juillet 2026, donc 100 ans après son inauguration primaire. On va lancer d'ici les prochaines semaines du mécénat culturel, on va aller voir les entreprises autour d'Izon, les grandes entreprises, mais aussi les petites entreprises pour qu'elles nous aident à faire un financement de cette statue, et les particuliers. Au mois de juin, nous allons présenter toute l'histoire de cette statue de la Liberté aux Izonnais en les invitant à l'Aïga pour raconter cette histoire de Rey JEANTON qui l'a offerte aux Izonnais et que les gens se l'approprient et que ce soit une année qui commence en juillet 2025 sur le thème de la liberté. On a prévu de nombreux ateliers avec les enfants à l'Aïga, avec les écoles aussi on espère, autour de ce symbole de la liberté.

M. MALVILLE : Il y a quelque chose qui marche bien pour récupérer de l'argent, c'est une vente aux enchères. Les gens fournissent du vin, par exemple, du rhum, et on pourrait faire une vente aux enchères. Les lots sont offerts, le vin est offert, donc il n'y a pas de coût, à part le commissaire-priseur puisqu'il faut le faire d'une manière légale, bien entendu. En général, il vient gratuitement.

M. DE LAUNAY : On a l'intention de démarcher la Fondation Petrus parmi plusieurs fondations. J'ai ciblé, et je m'en occuperai personnellement, la Fondation Petrus. Je rigole, mais c'est un très, très beau projet qui peut faire la fierté des Izonnais, qui peut nourrir la fierté d'être Izonnais. Cela nous permettra, soit dit en passant, de rappeler l'histoire et les fondements philosophiques et politiques de la statue de la Liberté. De le rappeler en toute amitié à nos amis américains et à Donald en particulier, tant tout ce qu'il fait aujourd'hui est à contre-courant total d'une certaine conception du monde telle que portée, défendue par ceux qui ont offert la statue de la Liberté aux États-Unis.

Je ne veux pas faire de politique là où il n'y a pas de politique, mais ce serait une approche très critique de ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis et on le rappellera avec force. On essaiera de faire de la pédagogie, de la transmission sur ce quai de la Liberté au pays des Lumières. On associera, autant que possible, les Izonnais, toutes générations confondues à ce très beau projet. On a juste prévu une enveloppe de 5 000 €, pour démarrer. Je le dis quand même, il faut quand même un acompte de 27 000 €.

Mme VIDORRETA : C'est un budget total de 80 000 € avec le socle. On va travailler aussi avec le CAUE pour faire un socle qui se marie avec le paysage, pour ne pas faire n'importe quoi. Trouver également une emprise historique avec notre centre-ville. Donc, 27 000 €, ça serait pour l'automne 2025.

M. DE LAUNAY : Voilà, on a jusqu'à l'automne 2025 pour réunir à peu près 25 000 € de dons. Pour tous ceux d'entre vous qui ont un peu de trésoreries, surtout n'hésitez pas, la commune vous remerciera.

Mme VIDORRETA : On aura une collecte, Justine, de l'Aïga, a trouvé le moyen d'avoir une collecte pour que ce soit tous les Izonnais, il y aura des déductions d'impôts, que ce soit pour les entreprises, mais aussi pour les particuliers. On va essayer, pour que les gens s'emparent du projet, qu'il y ait de petits cadeaux autour de chaque don de chaque Izonnais.

M. DE LAUNAY : Merci beaucoup, Virginie, qui pilote, vous l'avez compris, ce projet. Merci mille fois, Virginie.

Je poursuis. Opération 43, la réhabilitation de l'espace Borgès. On a aujourd'hui plusieurs associations à Borgès dont l'une, l'association Saint-Vincent de Paul dont on parlait tout à l'heure, rend de grands services à la collectivité puisqu'ils servent des paniers alimentaires à environ 200 personnes sur le territoire, majoritairement de La Cali, majoritairement des Vayrais et des Izonnais. L'action caritative de Saint-Vincent de Paul n'a pas vocation à baisser par les temps qui courent. On a mis à disposition de Saint-Vincent de Paul une partie de l'espace Borgès. Saint-Vincent de Paul exerce cette mission avec beaucoup de générosité, mais dans des conditions qui aujourd'hui ne sont pas terribles, c'est le moins que l'on puisse dire. Des conditions de stockage, notamment qui ne sont pas terribles. L'idée est de parvenir à installer l'activité de stockage et de distribution dans de meilleurs locaux, donc on va réaménager l'espace alloué à Saint-Vincent de Paul. Pour y parvenir, il faut que l'on réaménage plusieurs espaces. C'est une espèce de jeu de chaises musicales sur tout l'espace Borgès. On espère y parvenir en 2025 avec une enveloppe de 120 000 €. Il y a trois ou quatre associations concernées. Toutes les associations présentes à l'espace Borgès sont concernées par ce qui est prévu en matière d'investissement en 2025, à deux exceptions près : l'association de céramique pour laquelle le bâtiment vient d'être livré, il n'y a pas de travaux à faire et l'AMAP puisqu'elle bénéficie d'un lieu qui ne demande pas de travaux aujourd'hui. Les quatre autres associations, Le Jardin, les Échos Ludiques, Saint-Vincent de Paul, l'Atelier de menuiserie partagé ont vocation à être concernés par ces 120 000 € d'investissement en 2025. En toile de fond, au-delà de l'action sociale réalisée par Saint-Vincent de Paul, il y a quand même la volonté de revitaliser le centre-bourg. On mise grandement sur Borgès pour qu'il devienne un vrai tiers-lieu à part entière et qu'il devienne un espace d'échanges. Ce qui se passe aujourd'hui à Borgès, c'est déjà remarquable, c'est une vraie petite fourmilière certains jours de la semaine, ça vit, mais Borgès a encore vocation à monter en puissance dans la création de liens sociaux. On mise beaucoup sur Borgès pour revitaliser le centre-bourg historique d'Izon.

Opération 46, aménagement paysager. On retrouve l'aménagement dont parlait Caroline tout à l'heure, Portès, Anglade, si je mélange tout on ne doit pas être loin de 145 000 €. On a l'ABC de la biodiversité à hauteur de 43 000 €, l'opération Moine Blanc dont on a fait état tout à l'heure à hauteur de 22 000 €, l'aménagement paysager du port. On va essayer d'accompagner l'association le Bouchon Izonnais qui est demandeuse d'un aménagement sur son terrain. On va essayer de les accompagner en prévoyant une enveloppe de 10 000 €.

Opération 50, très grosse opération de ce budget, l'opération ville sportive avec la halle sportive. J'annonce l'inauguration de la halle sportive le 23 mai, rendez-vous à 18 h. Cette inauguration sera suivie d'un verre de l'amitié offert à toute la population et ensuite d'une soirée coorganisée par le Club des entreprises d'Izon et le Club de basket, sobrement intitulée la Fête des Voisins. Donc, on sera voisin avec tout le monde ce soir-là. Vous êtes conviés à venir passer une petite soirée sympa, sous ou à proximité de la halle sportive, cela va dépendre du monde qu'il y a. La commune, de son côté, paie le verre de l'amitié et, vous ne le saviez pas, un barbecue pour tout le monde. Je l'annonce en direct. On verra comment on fonctionne, mais ça peut être une soirée très sympa. Cela va dépendre de la météo, évidemment. J'en profite pour dire que la halle sportive est quasiment finie, le sol sportif est en train d'être dessiné. Je ne sais pas s'ils ont eu le temps de poser la résine aujourd'hui. Il ne faut pas que du soleil, il faut 12° minimum pendant 24 heures. On y est à peu près. En fonction de la fenêtre météo, ils vont installer la résine et cela va faire un sol sportif très sympa. On espère l'ouverture au public rapidement et donc, inauguration le 23 mai.

Opération ville sportive, c'est aussi le boulodrome couvert à Portès, on prévoit une petite enveloppe de 350 000 €, je ne parle que du boulodrome couvert et non pas des aménagements paysagers qu'il y aura autour. Vous avez compris que c'était en plus, une autre enveloppe qui correspondrait à cet aménagement paysager. Donc, grosse opération ville sportive, à hauteur de 1 187 000 €, avec les restes à réaliser. Très, très grosse opération ville sportive et ce n'est pas fini puisque cette opération a vocation à être alimentée l'année prochaine.

Accessibilité, compte tenu des restes à réaliser, on n'inscrit que 25 000 € nouveaux au BP 2025, mais ça sera déjà bien si l'on arrive à faire tout cela.

La dernière opération concerne la police municipale. Ce qu'il faut noter principalement c'est que nos policiers municipaux vont bénéficier d'un nouveau véhicule. La principale dépense à hauteur de 20 000 €, plus 10 000 € pour l'équiper, cela fait 30 000 € pour un nouveau véhicule pour nos agents de la police, que l'on embrasse bien fort.

Y a-t-il des questions sur ces différentes opérations, citées pêle-mêle, sans beaucoup de cohérence, mais dans l'ordre des opérations prévues au budget ? Les sujets ont déjà été abordés en Commission, évidemment. M. MALVILLE, je vous en prie.

M. MALVILLE : J'en ai pour à peu près une heure et demie, deux heures. Non, ne vous inquiétez pas, c'était une blague, je n'ai rien à rajouter. On a beaucoup échangé en Commission, on a passé quelques heures, on est entré beaucoup dans les détails. C'est vrai que vous pourriez nous accuser, en tant qu'opposition, de ne pas nous opposer, de ne pas discuter pendant deux heures sur chaque ligne, ce qui je pense, tout le monde nous remercie de ne pas faire ce soir à 21 h et quelques. On a échangé, on a discuté, je n'ai rien à ajouter.

M. DE LAUNAY : C'est OK pour tout le monde ? Très bien, je vous remercie. Effectivement, la dernière Commission a duré pas loin de quatre heures, en grande partie à cause de moi. Je n'ai pas vu le temps passer, je suis vraiment désolé, et il n'y avait même pas un verre d'eau.

M. MALVILLE : Si on voulait lancer le débat, on pourrait le lancer là-dessus.

M. DE LAUNAY : Section de fonctionnement, chapitre 11.

M. MALVILLE : C'est vrai que l'on a un problème d'eau à Izon, mais quand même.

M. DE LAUNAY : Très bien. Je passe ce budget au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cinq abstentions, et la majorité regroupée derrière ce budget. Je remercie la majorité.

La délibération est adoptée à la majorité.

M. DE LAUNAY : Est-ce qu'il serait possible d'avoir une explication de vote ? C'est important que l'on éclaire son vote. Je vous ai posé la question il y a à peu près une minute quant à savoir si vous aviez des observations à formuler sur ce budget, vous m'avez répondu non et en Commission on y a passé quatre heures, il ne m'a pas semblé que vous aviez émis quelques réserves. Or, vous vous abstenez, cela mérite une explication de vote a minima. C'est une explication que je n'ai pas en Commission et c'est une explication que je n'ai pas eue ce soir. Donc, la moindre des choses c'est que vous m'expliquiez le sens de cette intention et surtout que vous l'expliquiez au public qui doit comprendre pourquoi vous abstenez. Sauf erreur de ma part, l'année dernière vous ne vous étiez pas abstenus, je me trompe ? Vous vous êtes toujours abstenus, en fait. S'agissant de M. MALVILLE, sauf erreur de ma part, vous ne vous étiez pas abstenus, vous aviez voté le budget, ainsi que Mme CARRÈRE et M. VEYSSIÈRE. Peut-être même que l'année d'avant il en avait été de même, j'ai souvenir que M. BOISSEAU et Mme FONTAINE s'étaient abstenus, pour ne pas dire qu'ils se sont toujours abstenus, sauf erreur de ma part. En tout cas, du côté de M. MALVILLE, de Mme CARRÈRE et de M. VEYSSIÈRE, j'ai souvenir que vous aviez voté le budget précédent et celui d'avant. Une petite explication, je vous en prie, M. VEYSSIÈRE.

M. VEYSSIÈRE : Vous avez raison, l'an dernier, je l'avais voté. Je ne peux que saluer le travail qui a été fait, les investissements, sincèrement, respect, je n'ai pas grand-chose à dire. Je me suis abstenu parce que je suis pour avoir un gymnase et je pense que c'est prioritaire par rapport à ce que je vois sur le document et c'est ma seule raison.

M. MALVILLE : Jusqu'à présent on avait voté les budgets qui étaient dans une continuité d'investissement, notamment pour la médiathèque. Là, il s'agit d'un nouveau budget, il n'y a pas eu de continuité avec ce que nous avons engagé dans la précédente mandature, c'est nouveau, ça y est, donc aujourd'hui on s'abstient, tout simplement. On ne vote pas contre, mais c'est notre choix, tout simplement.

M. DE LAUNAY : Je respecte ce choix, c'est juste pour comprendre. Vous n'avez parlé que de l'investissement quand vous parlez de continuité, vous n'avez pas parlé de fonctionnement et M. VEYSSIÈRE juste avant a fait état de sa volonté à ce que l'on se dote d'un gymnase, donc on parle encore une fois d'investissement. Sur les 4,4 millions d'investissements prévus cette année au budget, on trouve 1,4 million de restes à réaliser, c'est-à-dire 1,4 million pour lequel vous avez voté l'année dernière, première chose. Pour le reste, vous prétendez que ce que l'on propose aujourd'hui dans le cadre de ce budget d'investissement n'est pas dans la continuité de ce qui était fait avant. Pour que les Izonnais comprennent bien le sens de votre propos, parce que je pense que c'est le sens de votre propos, vous prétendez que ce n'est pas dans la continuité de ce que vous avez voulu, vous, quand vous étiez majoritaires. Si vous prétendez que ce que l'on propose aujourd'hui n'est pas dans la continuité de ce que l'on a proposé hier, dans le cadre du budget 2024 que vous avez voté, je vous arrête et je dis aux Izonnais, c'est faux. Ce que l'on propose aujourd'hui dans le cadre du budget 2025 est dans le droit fil de ce que l'on fait depuis le début de ce mandat.

On a créé des opérations pour le formaliser, en quelque sorte, et ce que l'on propose dans le cadre de budget primitif 2025, j'insiste, est dans le droit fil de ce pourquoi nous avons été élus d'une part et de ce que nous avons proposé aux Izonnais et réalisé l'année dernière dans le cadre du budget primitif 2024, qu'une fois encore vous avez voté dans un esprit de consensus que je salue.

M. MALVILLE : Quand je parle de continuité, 2020, 2022, on a eu la médiathèque, tous les ans on a voté quelque chose sur la médiathèque, c'est de ça que je parle, c'est la continuité d'investissement. Aujourd'hui, quand je dis qu'il y a une rupture, c'est-à-dire qu'il n'y a pas la rupture d'une continuité de ce que vous faites, il y a une rupture de ce que nous n'avions pas mis en place avant d'arriver. Ça y est, c'est fini, les budgets que l'on avait mis en place sur la médiathèque, c'est fini, on ne vote plus la médiathèque aujourd'hui, elle est faite, on est d'accord. Donc aujourd'hui, c'est un budget qui est 100 % réalisé par l'équipe majoritaire, on est d'accord, et c'est une continuité de ce que vous avez fait l'année dernière. C'est bien une continuité depuis 2020 que vous êtes élus. On est bien d'accord. Je ne dis pas que vous ne faites pas une continuité de ce que vous faites depuis 2020, je dis que nous, jusqu'à l'année dernière on avait voté une opération 25 ou 30, je ne sais plus, et aujourd'hui c'est une nouveauté. Après, il n'y a pas de reproche, on fait le choix de s'abstenir et c'est tout et on ne vote pas contre.

M. DE LAUNAY : Je mesure ce qu'est une abstention, je mesure ce qu'est un vote pour dans une dernière année de mandat, un moment clé dans un contexte compliqué pour tout le monde pour différentes raisons. Je mesure surtout ce qu'aurait été un vote pour. Je mesure évidemment ce qu'est un vote contre, vous n'avez pas voté contre. Je mesure évidemment aussi ce qu'est une abstention, ce n'est pas un vote pour, ce n'est pas un vote contre, c'est une abstention. Je voulais juste comprendre les raisons de cette abstention et c'était la moindre des choses que je vous permette d'exprimer les raisons de cette abstention. En tout cas, je comprends à vous entendre que vous n'avez voté pour les budgets que j'ai proposés l'année dernière et l'année d'avant, que parce que la médiathèque était concernée. À côté de cette opération médiathèque, le reste, vous vous abstenez, c'est le sens de votre propos. J'en prends acte et je ne demande qu'à comprendre et j'ai compris. Je vous sais gré de cette clarification. Davantage qu'une explication, c'est une clarification, mais permettez-moi de vous dire que j'aurais largement préféré à ce stade du mandat, pour tout le monde, que vous renouveliez votre vote pour, ô combien précieux en fin de mandat. Il est bien normal que je puisse vous l'exprimer en toute sincérité.

M. VEYSSIÈRE : Je ne comprends pas très bien votre amertume, parce que vous ne pouvez pas dire que l'on vous a bloqué, que l'on a voté contre, que l'on a été destructifs, ce n'est pas du tout le cas.

M. DE LAUNAY : Je n'exprime aucune amertume.

M. VEYSSIÈRE : C'est ce que je ressens. Je vous ai expliqué pourquoi je me suis abstenu, parce que moi je veux prioriser le gymnase, c'est ma seule raison. Cela ne veut pas dire que le budget n'a pas été travaillé, cela ne veut pas dire que le budget n'est pas cohérent. Cela veut dire beaucoup de choses tout ce que je vous dis, mais j'aurais préféré ça à d'autres équipements et ça s'arrête là. Il n'y a aucune arrière-pensée sur votre mandature.

M. DE LAUNAY : Je vous remercie parce que vous avez commencé par saluer le travail réalisé, à défaut de l'approuver, vous avez au moins l'honnêteté intellectuelle de reconnaître le travail réalisé. J'affirme par ailleurs que ce qui est fait, ce qui est proposé, est parfaitement conforme à ce pour quoi nous avons été élus.

On a été élus sur des engagements très clairs, nombreux et très clairs. Lorsque nous avons pris ces engagements, plusieurs, y compris parmi vous, ont pointé combien la feuille de route était irréaliste et j'affirme que depuis le début de ce mandat, nous ne faisons que réaliser ce pour quoi nous avons été engagés.

S'agissant du gymnase, on aimerait tous, et je devrais dire qu'on aurait tous aimé, doter Izon d'un deuxième gymnase. C'est la première chose que j'ai tenté de faire, s'agissant d'un nouvel équipement sportif avec un terrain synthétique. Ces deux sujets ne pouvaient être réalisés que dans une approche intercommunale. Le gymnase dont vous faites état, est-ce que vous mesurez le coût d'un gymnase. Aujourd'hui on ne sort pas un gymnase à moins de 2,5 millions à minima. Je les aurais cherchés où ? Est-ce qu'il aurait fallu sacrifier tous les projets de voirie très coûteux que l'on a réalisés ou que l'on s'apprête à réaliser pour faire un gymnase ? C'est un sacrifice que l'on n'a pas fait. On a privilégié la sécurisation de Lattre de Tassigny, je prends un exemple. On souhaitait privilégier demain la sécurisation de l'avenue du Maréchal Leclerc, dont soit dit en passant vous êtes quelques-uns à avoir souligné le caractère impérieux, structurant pour l'avenir d'Izon. Je vais les chercher où les 2,5 millions ?

Là, dans le budget tel qu'on vous le présente, admettons que vous n'avez pas de halle sportive, admettons que les 700 000 € de halle sportive vous les coffriez pour un gymnase. Il vous reste 2 millions à trouver, on va les trouver où les 2 millions ? Je vous donnerai la parole plus tard, et je ne vous permets pas de m'interrompre. On tape dans quoi ? Il aurait fallu privilégier une approche intercommunale et c'est immédiatement en début de mandat ce que j'ai cherché à faire. Donc, je suis allé voir nos voisins et j'ai essayé de plaider pour un équipement sportif, gymnase intercommunal, à minima entre deux communes. C'était d'autant plus intéressant qu'il y a un établissement scolaire sur le territoire qui n'a pas d'équipement sportif de ce type, ce qui nous rendait potentiellement éligibles à certaines subventions de la Région. Le dossier était travaillé, la tentative a été réalisée, en vain. Pourquoi ? Parce que le voisin vers lequel je me suis tourné n'avait pas les moyens de le faire. Il était déjà en galère pour trouver 2 millions pour refaire son école. Donc, je vais chercher où les 2,5 millions ou le 1,8 restant pour aller réaliser un gymnase ? Je ne vois pas. On a donc fait le choix d'investir sur une halle sportive. Ce n'est pas un gymnase, c'est indiscutable. Le public visé n'est pas le même, il est plus large, il vise en partie les jeunes amateurs de sport de rue qui vont pouvoir faire du sport, quelles que soient les conditions météorologiques. Il concerne aussi certaines associations sportives. Je n'ai eu aucun retour négatif de la part de ces associations pour l'instant, s'agissant de cet investissement, la halle sportive. Tout le monde m'a dit « on aurait préféré un gymnase », j'ai dit « moi aussi, mais je n'ai pas les moyens ». Plutôt que de ne rien faire, l'effort consenti pour sortir cette halle sportive qui est un équipement de premier plan, qui ne mérite pas d'être dénigré, ce n'est pas ce que vous faites, mais qui est évidemment moins bien qu'un gymnase, mais qui a le mérite d'exister. Est-ce que l'on aurait dû faire autre chose ? Un gymnase, comment ? Je ne vois pas. J'insiste, j'aurais aimé, mais franchement je crois vraiment qu'à moyens constants, sortir cette halle sportive dans les conditions dans lesquelles on la sort, aux forceps, en allant chercher les subventions avec les dents. Sortir la halle sportive en ce moment, dans ce contexte, c'est un exploit et on le fait.

Mme FONTAINE : M. le Maire, effectivement, vous appliquez le programme pour lequel vous avez été élus, permettez-nous d'avoir notre liberté de ne pas cautionner complètement le programme pour lequel nous n'avons pas été élus.

M. DE LAUNAY : Non seulement je vous le permets, mais en plus je vous invite à le faire. J'apprécie que vous le fassiez, j'apprécie que vous usiez de cette liberté et je ne ferai jamais le reproche politique, jamais, d'user de cette liberté. C'est ce que l'on a de plus précieux. Je demande simplement à comprendre, ce qui est normal, parce que jusqu'à présent tous les signes que vous m'avez donnés, tant individuellement que collectivement, ne vont pas dans le sens d'une abstention. Donc, moi, sans explication de vote, je ne suis pas devin, je demande juste à comprendre. C'est tout le sens de mon propos. Usez de votre liberté et elle est précieuse, je ne vous fais absolument pas ce reproche. Simplement, j'entends votre explication. Entendant votre explication, je me crois obligé de vous répondre, c'est la moindre des choses, cela fait partie du débat. Pour le reste, je vous remercie déjà d'être là, de faire ce que vous faites, d'apporter ce regard critique sur un budget que l'on a sorti avec douleurs, croyez-moi. C'est un sujet pour lequel je ne dors plus depuis plusieurs semaines. Un budget sorti dans un contexte douloureux que personne ici ne peut soupçonner à part Karyn et Ravi. Vraiment, vraiment, il a été excessivement compliqué de sortir ce budget. Sur ce, chers collègues, le budget est adopté grâce à la majorité, je vous remercie. Je n'ai pas d'information particulière à vous transmettre ce soir. Je vous souhaite une très bonne soirée et je vous dis à très bientôt. Merci.